CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

136 FÉVRIER 2021

Convergences révolutionnaires est le journal du groupe l'Étincelle membre du Nouveau Parti anticapitaliste
Retrouvez l'ensemble de nos publications sur
convergencesrevolutionnaires.org

2€

LICENCIEMENTS
Les travailleurs «condamnés à se coordonner» *p. 3*

LIVREURS À VÉLO
Les exploités du dernier kilomètre *p. 6*

ACHATS EN LIGNE
Amazon ou pas, l'e-commerce c'est la loi de la jungle capitaliste *p. 9*

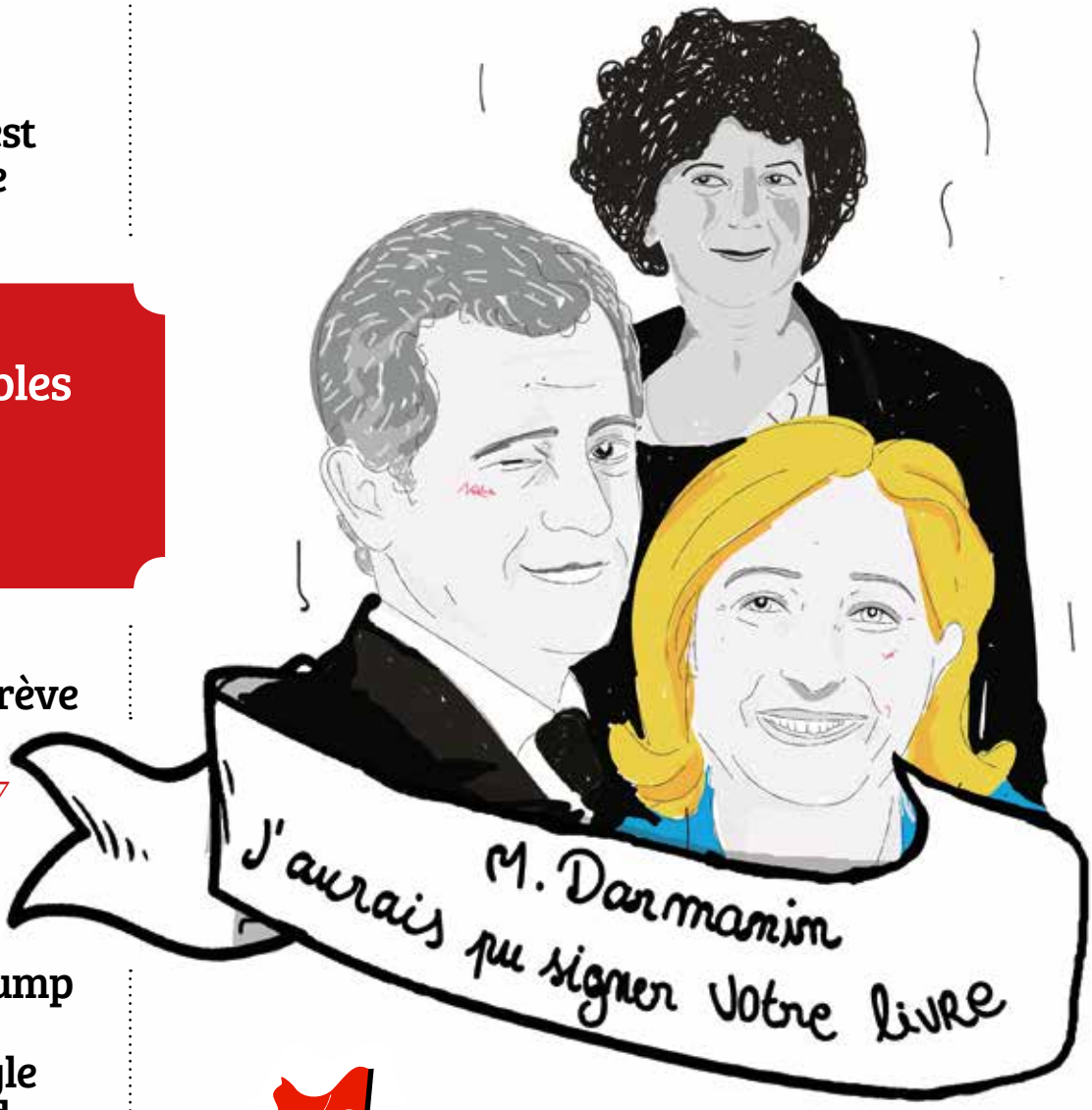
DOSSIER
G5 SAHEL
Les interminables guerres de la Françafrique
page 14

MAROC
À Kénitra, une grève en travers de la gorge de PSA *p. 27*

ÉTATS-UNIS
Politique étrangère de Trump et Biden : une différence de style mais pas de fond *p. 28*

Darmanin, Vidal, Le Pen…

Contre la prolifération des variants d'extrême droite, notre solidarité de classe et nos luttes !



L'ÉTINCELLE DU NPA

L'ÉTINCELLE DU NPA !

Retrouvez l'ensemble
de nos publications sur

convergencesrevolutionnaires.org

ainsi que sur nos réseaux sociaux

twitter
@npaetincelle

facebook
@npaetincelle

instagram
@npaetincelle

youtube
@convergences revolutionnaires

Cahiers Communistes Révolutionnaires

—

N° 136
Février 2021
2€

—

Revue publiée par la
Fraction L'Étincelle

Directrice de publication :
Irène Gasarian

Impression :
Rotographie – Montreuil

N° commission paritaire :
0322P11413
ISSN : 1294-9647
Tirage : 1000 exemplaires

ÉDITORIAL

01 **Darmanin, Vidal, Le Pen : Contre la prolifération des variants d'extrême droite, notre solidarité de classe et nos luttes !**

LICENCIEMENTS

03 **Contre les licenciements et les suppressions d'emplois : Les travailleurs « condamnés à se coordonner »**

05 **Les précaires de l'Éducation nationale**

LIVREURS À VÉLO

06 **Les exploités du dernier kilomètre**

ACHATS EN LIGNE

09 **Amazon ou pas, l'e-commerce c'est toujours la loi de la jungle capitaliste**

DOSSIER FRANÇAFRIQUE

14 **Les interminables guerres de la Françafrique**

15 **G5 Sahel : Quésako ? Troupes françaises hors d'Afrique !**

18 **La Françafrique c'est quoi ?**

20 **La Bollorie, une affaire familiale**

22 **Total au Mozambique : un État dans l'État**

23 **Une agriculture qui nourrit les géants mondiaux de l'agroalimentaire**

25 **Les travailleurs face à la Françafrique**

AUTOMOBILE

27 **Maroc : à Kénitra, une grève en travers de la gorge de PSA**

ÉTATS-UNIS

28 **Politique étrangère de Trump et Biden : une différence de style mais pas de fond**

TUNISIE

30 **« Plus de peur ni d'horreur, la rue appartient au peuple »**

31 **Recommandations de lecture**

Darmanin, Vidal, Le Pen…

Contre la prolifération des variants d'extrême droite, notre solidarité de classe et nos luttes !

21 FÉVRIER 2021 – ÉDITORIAL

À une semaine d'intervalle, quasiment coup sur coup, deux ministres de Macron affichent leurs affinités avec l'extrême droite.

C'est d'abord Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, qui étale son entente cordiale avec Marine Le Pen, lors d'un débat sur France 2, le 11 février. Le ministre de Macron va jusqu'à juger la cheffe du RN « quasiment un peu trop dans la mollesse » vis-à-vis de l'islam… Un « trop molle » qui a tourné en boucle dans les médias, tandis que Marine Le Pen lui rendait la politesse en avouant qu'« à part quelques incohérences j'aurais pu signer ce livre » (le bouquin de Darmanin). Face à face télévisé ou mise en scène de complicité politique ?

Puis c'est Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, qui une semaine plus tard provoque un tollé en annonçant lors d'une interview sur CNews (une chaîne peu réputée d'avant-garde) qu'elle va diligenter via le CNRS une enquête sur l'emprise de l'« islamo-gauchisme » dans le milieu universitaire. Frédérique Vidal persiste et signe et confirme devant l'Assemblée nationale son intention de faire *« un bilan de l'ensemble des recherches qui se déroulent dans notre pays »* pour faire le tri entre *« ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l'opinion »*. Une partie de la communauté universitaire, riposte salutaire, crie à la police des idées, à la chasse aux sorcières voire au maccarthysme ; reproche à la ministre une opération de diversion pour faire oublier que la jeunesse étudiante est dans la détresse morale et sociale, que les queues s'allongent devant les banques alimentaires. Et six cents présidents d'université, enseignants, doctorants signent une pétition demandant la démission de Frédérique Vidal.

La ministre n'a d'ailleurs pas innové : il y a quelques mois, son collègue à l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, lançait déjà l'anathème d'« islamo-gauchisme », amalgamant terrorisme islamiste et extrême gauche (allez savoir qui ça visait !), contre tous ceux qui dénonçaient la politique de racisme d'État dirigé contre les musulmans – mise en œuvre en particulier avec cette « loi contre les séparatismes » qui vient d'être adoptée par le parlement. Rebaptisée – presque un aveu de culpabilité ! – *« loi confortant les principes républicains »*. La république bourgeoise évidemment, celle du fric.

LA DROITE EXTRÊME LOUCHE VERS L'ÉLECTORAT D'EXTRÊME DROITE…

Le porte-parole de Macron, Gabriel Attal, caricature de petit monsieur propre, a tenté de nier les amitiés particulières entre la macronie et l'extrême droite. « Mais non, mais non »… mais peine perdue. Frédérique Vidal n'a été ni « maladroite » ni « novice », comme l'ont écrit certains médias. Gérald Darmanin n'a été ni séduit ni abusé par Marine Le Pen. Il ne s'agit pas de dérapages, plutôt de ballons ou galops d'essai lancés par les macronistes en direction de l'électorat supposé de l'extrême droite. Voilà des mois que Macron et son staff sont en campagne électorale, pour les prochaines régionales, si elles ont lieu avant l'été, avec visée au-delà, pour la présidentielle de 2022. Voilà des mois qu'ils ont choisi leurs thèmes de campagne, à vrai dire volés à l'extrême droite : lutte contre l'immigration, l'insécurité, l'islamisme (mais entendez l'islam, c'est-à-dire tous les musulmans, autant parler de racisme anti-musulmans). Macron fait sa propre campagne par le truchement de projets de loi que propose son gouvernement, qui sont mis sur le devant de la scène politique et qui nourrissent les médias.



LES « SANS MOLLESSE »

Il y a donc eu cette fameuse « loi contre les séparatismes » ou croisade contre les Arabes ou assimilés (à l'image des vieilles expéditions de l'Occident chrétien). Il y a maintenant, introduite par ce « Beauvau de la sécurité » ou concertation nationale sur la police lancée par Macron le 1er février dernier, la promesse d'une « grande loi » ou « loi d'orientation et de programmation de la sécurité intérieure » (Lopsi) prévue pour 2022. Nous voilà partis pour subir des débats sur les qualités de la police, jusqu'à la présidentielle !

Pour ce qui est de l'immigration, point besoin de lois supplémentaires, Macron et son gouvernement ont déjà tout ce qu'il faut, concocté par leurs prédécesseurs, de droite ou de gauche, pour poursuivre leur chasse aux migrants. Le résultat est que ce dont Marine Le Pen et ses amis rêvent, Macron et son staff le font… sans « mollesse ». Les Républicains (LR), un autre variant de la droite extrême, eux aussi « dans l'opposition », ne savent pas trop bien non plus en quoi se distinguer. Il s'agit de nuances entre variants extrémistes de droite, dont il est difficile de dire lequel aurait le plus grand pouvoir contaminant.

De son côté, la gauche institutionnelle, elle aussi minée par les thèmes d'extrême droite et qui a gouverné en renforçant les pouvoirs de la police (contre travailleurs et jeunes en lutte), en chassant les migrants et en distillant elle aussi tous les venins du racisme, semble surtout craindre d'avoir à voter, à un deuxième tour en 2022, pour Macron contre Le Pen. Ce qu'elle a fait en 2017. Benoît Hamon qui dit avoir été « cocufié » une fois… ne voudrait pas l'être une deuxième.

Macron craindrait au plus haut point les sondages qui le mettent en mauvaise posture pour 2022. Il ne voudrait pas être talonné ou dépassé par Marine Le Pen. Il voudrait apparaître comme le rempart face à elle. D'où la tentative de son staff, les Darmanin, Blanquer, Schiappa et autres, de la dépasser… sur tout l'éventail des thèmes réactionnaires de l'extrême droite ! D'où cette impression de bonnet blanc et blanc bonnet – à ceci près que ce dont Marine Le Pen parle, Macron le fait ! Tous deux surtout, visent à détourner l'anxiété voire la colère qui s'expriment dans les classes populaires face aux conséquences de la gestion capitaliste de la pandémie sur l'emploi, les salaires et les conditions de vie.

SEULE LA VRAIE VIE ET NOS VRAIES LUTTES PEUVENT LES BOUSCULER

Le racisme et tout le fatras d'idées moyenâgeuses que véhicule cette droite nationaliste française (une « élite nationale » qui a derrière elle une longue tradition !), n'est pas le seul point commun entre LRM, LR et RN. Il y a aussi le silence complet devant les problèmes quotidiens. Les commerçants ruinés ? Rien ou très peu. Les agriculteurs et éleveurs, aujourd'hui aux prises avec les grands de la distribution qui ont fait un pognon fou depuis un an mais veulent leur payer leur production en dessous de ce qu'elle a coûté ? Rien non plus de la part du gouvernement sinon des jérémiades. Les travailleurs licenciés un peu partout dans le pays, par petites grappes dans de petites entreprises mais par milliers chez les mastodontes que Macron a arrosés de milliards et qui assurent encore des dividendes à leurs actionnaires ? Rien, vraiment rien. Les queues devant les banques alimentaires et autres restos du cœur qui accueillent maintenant des jeunes ? Rien non plus. Les impayés de loyer qui explosent au point que les expulsions de mars ont été repoussées en juin ? Et les SDF ? Rien de rien. Tandis que des faits divers dramatiques font les gros titres : l'étudiant qui se suicide, le chômeur rendu fou qui tue l'employée de Pôle emploi, le migrant qui tue le responsable d'un centre d'accueil…

Tout l'argent et les aides de l'État – magiques ! – sont allées à ceux qui en avaient déjà. Quasiment rien aux autres. Des centaines de milliards donnés au grand patronat sans contreparties. Macron, Le Maire et Darmanin sont les artisans de cette politique, mais Marine Le Pen n'en dit rien, elle qui pourtant, du moins en période électorale, se prétend volontiers protectrice des Français modestes.

Droite et extrême droite se livrent à un vrai numéro de clowns. D'un côté ceux qui pèlent les oignons – Macron et ses ministres qui servent leurs maîtres capitalistes, les très riches, attaquent les droits des travailleurs, expulsent les migrants et distillent le poison raciste –, et ceux qui pleurent ou piaffent de prendre leur place – les Républicains et Marine Le Pen.

En face la gauche et les écolos ? Pas bien bavards, si ce n'est pour des professions de foi « nationales » eux aussi, en faveur d'une mythique industrie française… propre et bio, bien sûr !

Restent nos mobilisations et nos luttes. En gestation certes. Elles seules peuvent les faire taire, tous. ■

Contre les licenciements et les suppressions d'emplois :

Les travailleurs « condamnés à se coordonner » !

21 FÉVRIER 2021 – LÉO BASERLI

Les suppressions de postes, licenciements et fermetures de sites se multiplient depuis le début de la pandémie. Les chiffres indiquent qu'en 2020 plus de 360 000 emplois salariés ont été déjà été détruits, rien que dans le privé. Des centaines de milliers d'autres sont menacés, y compris dans le public. Pour les PSE (que les patrons n'utilisent qu'en dernier recours, quand ils n'ont pas réussi à débaucher à coups de départs prétendus volontaires), le ministère du Travail en a compté 844 visant 95 000 emplois rien qu'entre mars 2020 et fin janvier 2021. Ce chiffre augmente de semaine en semaine, celui de fin janvier est le pire du côté des PSE (plus de 9 000 emplois menacés).

APRÈS LE SUCCÈS DE LA MANIFESTATION DU 23 JANVIER À L'APPEL DES TUI

C'est dans ce contexte que la manifestation pour l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois, à l'appel des travailleurs de TUI le 23 janvier à Paris, a réuni plus de 2 000 personnes. Un réel succès dans une ambiance générale plutôt atone sur les licenciements, obtenu à la force du poignet. Cette initiative est venue de syndicats de base.

Lancé par la CGT de TUI, plus d'une trentaine de syndicats (CGT, Sud, FO…) de différentes entreprises menacées avaient signé l'appel à manifester et y ont répondu par des délégations de toutes tailles : les salariés de TUI, ceux de Total Grandpuits alors en grève, de General Electric Villeurbanne, de Sanofi à Vitry, de SKF Avallon dans l'Yonne, de Geodis à Gennevilliers, de Cargill dans le Nord, de Renault Lardy ou Guyancourt, de MBF Aluminium dans le Jura, de Monoprix, d'EDF, de Fedex, d'Airbus, des salariés de Seris/Securitas de Roissy, ou encore des salariés de la société de jeu vidéo Blizzard à Versailles (producteur notamment du célèbre *World of Warcraft*), des salariés de la Poste, de PSA, de la SNCF et bien d'autres… Un cortège de Gilets jaunes était venu soutenir les ouvriers en lutte.

Tous les salariés menacés présents à la manifestation pouvaient se retrouver sur un point : contre les licenciements, les suppressions de postes et fermetures de sites, il n'est plus question de rester seuls, entreprise par entreprise ou site par site. Comme le dit un syndicaliste CGT de TUI *« Nous sommes condamnés à nous coordonner ! »*.

Depuis des semaines, les discussions ont été nombreuses, comme les contacts pris entre les salariés des différentes entreprises. Chacun cherchant dans sa région et au-delà des soutiens chez les autres pour les prochaines échéances qui menacent : dépôt de PSE, annonces des postes supprimés, pour la grève déjà entamée ou programmée… Tous décidés à rendre les soutiens apportés. Les ouvriers en grève de Total Grandpuits étaient le 4 février au siège de Sanofi pour soutenir des salariés venus de toute la France, le 9 c'étaient ceux de Sanofi qui sont venus les épauler devant le siège de Total à la Défense. Le 19 février, les salariés de TUI se sont retrouvés à l'hôtel Campanile de Levallois avec les salariés de HPE en lutte contre la sous-traitance et les suppressions de postes. Le 11 mars, les salariés en lutte de Sanofi des différents sites menacés monteront à Paris-Bercy, il s'agira peut-être pour bien d'autres de les y retrouver.

Et les dates ne manquent pas : les TUI appellent à soutien le 2 mars à Cergy, ceux de Monoprix le 9 avril, autant d'occasions qui pourraient devenir celles de tous. C'est ce qui a été discuté ce 21 février lors de l'assemblée générale de « L'appel TUI du 23 janvier ». Un syndicaliste CGT qui s'y connectait pour la première fois constatait : *« Si on est tous là aujourd'hui c'est que les centrales ne font pas le boulot. »*

PUISQUE LES DIRECTIONS SYNDICALES REFUSENT DE COORDONNER, IL FAUDRA BIEN LE FAIRE SANS ELLES !

En effet, les directions syndicales n'ont pas voulu être solidaires de la démarche du 23 janvier, l'opposant purement et simplement à la manifestation interprofessionnelle du 4 février, alors que la première était pourtant la meilleure manière de préparer la seconde. Pour beaucoup, c'est donc aux salariés eux-mêmes de se coordonner et de se regrouper malgré les confédérations syndicales qui prêchent le « chacun chez soi, chacun pour soi ». Une stratégie qui a amené à bien des défaites face aux licenciements, sans parler des sacrifices que les syndicats eux-mêmes ont demandé d'accepter ces dernières années, soi-disant « pour sauver l'emploi ». Mais pour bien des salariés il n'est ▸▸

pas question de « négocier » les licenciements « boîte par boîte » ou « site par site », il s'agit de lutter.

DU MOT D'ORDRE POUR « L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS »… AUX MOYENS DE L'IMPOSER

Certes, si certains sites sont en grève ou l'ont été (parfois pendant plus d'un mois, comme celui de Total Grandpuits) ou que d'autres cherchent à la rendre possible (comme à Sanofi, parfois pendant deux heures, parfois pendant des journées entières), pour l'écrasante majorité, la grève n'est pas encore à l'ordre du jour. Beaucoup d'équipes tentent de convaincre leurs collègues que, par la mobilisation, on peut faire reculer patrons et gouvernement. Mais dans la lutte contre les licenciements, ça ne peut pas être la grève ou rien, et la lutte commence parfois bien avant que la grève devienne crédible. Et quand la grève s'arrête, comme à Total Grandpuits, les ouvriers n'arrêtent pas de lutter pour autant !

De même, les revendications ne sont pas les mêmes quand on pense pouvoir faire reculer son employeur et quand on en doute. Mais à cette échelle, pour le moment locale, les différentes revendications ne s'opposent pas les unes aux autres. Quelle que soit la revendication que les travailleurs pensent pouvoir imposer : de l'interdiction des licenciements aux indemnités les plus avantageuses possibles pour les salariés (et donc plus coûteuses pour les patrons), il ne s'agit surtout pas d'opposer une revendication à une autre, car, sur le fond, toutes combattent à leur manière les licenciements. Et si c'est bien à les interdire que toutes visent, encore faut-il avoir le rapport de force national pour l'imposer.

UN SEUL MOT D'ORDRE : SORTIR DE L'ISOLEMENT, SE COORDONNER AVEC D'AUTRES !

Le problème est donc de sortir de l'isolement, et du même coup de faire évoluer le rapport de force en faveur des travailleurs.

Cette première manifestation à l'appel des TUI, relayée par d'autres en pleine crise sanitaire, a de fait placé un jalon vers un « tous ensemble ». Un jalon modeste, mais si le grand mérite des travailleurs de TUI ou de Total Grandpuits n'est pas encore d'avoir réussi, il est bel et bien de le tenter. Pour le moment, bien des salariés ne croient pas dans leurs propres forces. Mais tout changerait si ceux des entreprises menacées prenaient sur eux d'en appeler aux autres. Ce que le patronat redoute, c'est l'explosion de colère qui regrouperait les travailleurs menacés, voire qui entraînerait ceux des autres secteurs, à commencer par ceux dans les régions où la fermeture d'une grande entreprise menace des milliers d'emplois chez les sous-traitants. Ce qu'ils redoutent, nous devons donc le rechercher.

Aujourd'hui, la série de suppressions d'emplois annoncée est la poursuite d'une offensive générale pour restructurer des secteurs entiers (dans l'automobile par exemple), précariser la main-d'œuvre, baisser le coût du travail, en utilisant le chômage pour faire pression sur les salaires, en surchargeant de travail une partie des travailleurs pendant que l'autre est au chômage. Cette semaine, à Renault Douai et à Peugeot Poissy, des débrayages ont eu lieu, bloquant la production, contre les suppressions de postes et la surcharge qu'ils induisent.

UNE LOI QUI INTERDIRAIT LES LICENCIEMENTS NE POURRA ÊTRE LE RÉSULTAT QUE DE LA FORCE DES TRAVAILLEURS

Et cette offensive patronale ne peut être menée qu'avec une aide active de l'État. Ce n'est pas une loi pour interdire les licenciements ou contrôler les aides publiques qui changera cette situation : quand bien même, le temps que ce soit un jour voté, tous les salariés auront déjà été licenciés. Car la loi officialise des situations de fait et l'encadre. Mais elle vise surtout à canaliser l'action des salariés et de leurs syndicats, et à protéger les employeurs contre des recours juridiques. Si l'interdiction des licenciements devait prendre la forme d'une loi, celle-ci serait imposée par la lutte. C'est maintenant que les licenciements se font : l'urgence, c'est la mobilisation des salariés et l'extension des grèves…

Loin d'en rester à la défense entreprise par entreprise ou à la recherche de solutions locales, toutes d'ailleurs plus ou moins illusoires, au nom du « savoir faire » ou de l'appel à l'État (qui affiche son intention d'ouvrir grand la porte aux licenciements faciles), c'est à l'ensemble des travailleurs que ceux qui se retrouvent directement acculés à la lutte pour leur emploi peuvent s'adresser. Car leur détermination pourrait donner confiance à d'autres pour qu'un nouveau coup de colère fasse peur au patronat et au gouvernement et les fasse reculer. ■

Les précaires de l'Éducation nationale

16 FÉVRIER 2021 – BARBARA KAZAN

Tous les secteurs professionnels connaissent une augmentation de la précarité, et l'Éducation nationale n'y fait pas exception. Les statuts étant divers et variés (qui ne s'est jamais arraché les cheveux face aux acronymes de l'Éducation nationale ?), les coordonner est un vrai défi, d'autant que ces travailleurs précaires sont souvent invisibilisés dans cette grande usine soupçonnée d'abriter, c'est bien connu, privilégiés et feignants.

LES AESH

Ainsi, les accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) sont de plus en plus recrutés pour des contrats de 24 heures avec des salaires en moyenne de 740 euros. Il s'agit surtout de femmes et plus de 60 % de la profession est aujourd'hui à temps partiel, ce qui oblige bien souvent à chercher un deuxième emploi. Ce ne sont pourtant pas les besoins qui manquent puisque chaque année des élèves ne bénéficient pas de l'accompagnement auquel ils ont pourtant droit. En outre, la plupart du temps, ces AESH suivent des élèves de différents établissements, ce qui les oblige à faire beaucoup de kilomètres et à passer du temps dans les transports pour un salaire de misère, une situation qui s'est aggravée depuis leur mutualisation dans les PIAL[1]. En outre, à cause de la pandémie, ces femmes ont parfois perdu leur deuxième emploi, ce qui les a obligées à avoir recours aux services sociaux de l'Éducation nationale (elles représentent environ les trois quarts des demandes, tout personnel confondu). Et toutes ne peuvent pas toucher ces aides, car certaines ne dépendent pas de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN), sont recrutées en CDD par un établissement mutualisateur, et n'y ont tout bonnement pas droit !



LES AED

Cependant, les AESH n'ont pas grand-chose à envier aux assistants d'éducation (AED) : un service de 34 heures pour gagner 979 euros, il fallait y penser ! L'Éducation nationale l'a fait, sous prétexte qu'il y a les vacances. Mais cette précarité ne concerne pas que le salaire : comme tout contractuel, les AED attendent avec appréhension chaque année le renouvellement de leur contrat, dans une limite de six ans, après quoi il n'est plus possible de rester AED. Sauf qu'aujourd'hui, ce n'est plus un job étudiant comme il y a vingt ans et la peur de se retrouver sans rien, en plus d'être en sous-effectif et sans formation, est leur insupportable lot quotidien. À tel point qu'un mouvement est né cette année, avec une tentative de coordination nationale des AG locales, et des journées de grève indépendantes de celles qui ont réuni l'ensemble du personnel, où les AED étaient aussi au rendez-vous. La journée de grève du 1er décembre a ainsi été une vraie réussite, mettant en difficulté de nombreux établissements qui ont parfois dû fermer tant les AED ont un rôle crucial. Leur pouvoir de « nuisance » est à la hauteur des pressions qu'ils et elles subissent et du coût financier que cela entraîne sur les portefeuilles.

LES CONTRACTUELS

Cette précarité touche enfin les enseignants contractuels, dont la part augmente d'année en année. On aurait pu comprendre le recours massif à ces derniers dans l'urgence du printemps en raison de la pandémie, mais faute de moyens, il n'en a rien été. Non seulement il n'y a pas eu d'embauches supplémentaires de titulaires à la rentrée de septembre, mais c'est l'inverse qui a eu lieu. Des collègues contractuels se sont retrouvés sans poste alors que des élèves n'avaient pas d'enseignants devant eux. Pire, dans les académies de Créteil, d'Aix-Marseille et dans certains établissements où les chefs sont zélés, les remplacements d'enseignants à la santé fragile ont cessé depuis Noël : ces derniers ont dû soit revenir en classe, soit télétravailler, et les enseignants contractuels se sont retrouvés sans rien. Par ailleurs, les salaires impayés et les contrats de seulement quelques heures sur plusieurs établissements sont très fréquents, y compris pour des contractuels qui enseignent depuis des années, mais pour qui le concours, dont le nombre de postes à pourvoir diminue et qu'il faut passer alors qu'on travaille à côté, n'est pas une réelle perspective. C'est la titularisation de tous qui doit être revendiquée, qui plus est à l'heure où une réforme de la formation prévoit que les étudiants de M2 assureront des heures devant les élèves avec un salaire de 850 euros, durant l'année où ils préparent le concours. S'ils ne l'obtiennent pas faute de temps pour le préparer et de postes en nombre suffisant, qu'à cela ne tienne, on en fera des contractuels ! Il est temps que les travailleurs du secteur s'unissent pour lutter contre cette précarité organisée et généralisée. ■

1. Pôles inclusifs d'accompagnement localisés : ils concentrent les AESH afin de les répartir ensuite sur chaque secteur.

Les exploités du dernier kilomètre

20 FÉVRIER 2021 – LAUTARO TARAZONA

Depuis le premier confinement, les livreurs Deliveroo et Uber Eats sont sur le devant de la scène et leurs conditions de travail ne cessent de se dégrader. On assiste, dans un contexte difficile pour la lutte collective, à une recrudescence des luttes dans ce secteur depuis le printemps dernier. Ces dernières semaines, à Toulouse, Bordeaux, Angers, Lyon, Paris, ou encore à Saint-Étienne, les livreurs bloquent les restaurants et appellent leurs camarades à cesser le travail le temps d'une soirée. À Nantes, un rassemblement spontané a rassemblé 200 livreurs à la fin du mois de novembre, et n'a pas encore connu de suites. Préparées clandestinement, ces mobilisations mettent à jour colère et volonté d'organisation. « Indépendants », mais certainement pas patrons, en réalité d'authentiques prolétaires, les livreurs sont une couche particulière d'exploités ; et ils ont une longue histoire, car l'on revient progressivement au salaire aux pièces, ce qui n'a rien de très high-tech.

Les informations qui suivent sont issues de discussions avec des livreurs de Nantes.

ALGORITHME OPAQUE, TRAVAIL DÉGUISÉ : CIRCULEZ, Y'A RIEN À VOIR !

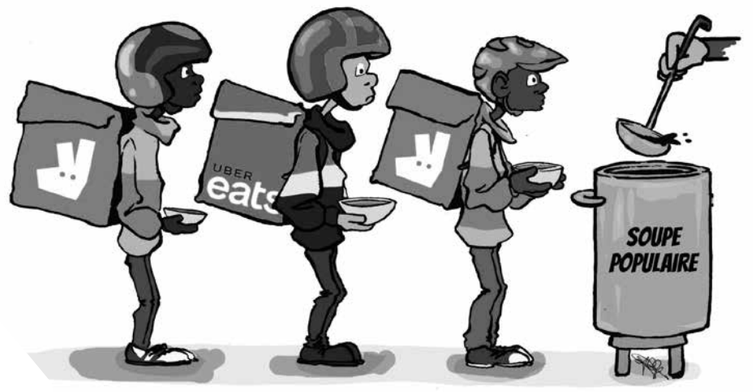
Les plateformes de livraison dissimulent une exploitation d'autant plus féroce qu'elle est sauvage : officiellement, les travailleurs ne sont plus des salariés mais des auto-entrepreneurs : des individus « libres », partenaires de l'entreprise qui leur fournit le travail. Ils ne disposent d'aucune protection sociale et doivent cotiser pour l'ensemble des cotisations sociales à l'Urssaf. Ils sont de plus livrés à eux-mêmes : c'est aussi un moyen d'isoler les travailleurs afin de prévenir toute protestation collective. On les reconnaît au premier coup d'œil avec leurs blessures aux chevilles, leurs entorses mal soignées, le corps marqué par les chocs dus aux accidents. Le contremaître est un logiciel doté d'un algorithme opaque qui fournit les commandes, délivre les plannings et sanctionne les livreurs. Elle permet aux commanditaires de se dédouaner des responsabilités et des décisions. Mais l'exploitation, ainsi que les profits qui vont avec, est bien là.



L'application propose les commandes aux livreurs sous forme d'enchères. Si elle s'aperçoit qu'une commande est refusée plusieurs fois, c'est que le prix ne doit pas justifier la distance de la livraison. Elle augmente alors d'un euro la proposition, jusqu'à ce qu'un travailleur aux abois se résigne à accepter. Il n'y a aucun contrôle, aucune limite qui plafonne les tarifs. Ils varient selon le nombre de livreurs en activité sur la ville et le moment de la journée ; plus la main-d'œuvre est misérable, plus les tarifs sont bas. Les primes de pluie ou d'attente ont été supprimées. Si, il y a trois ans, il était possible de bénéficier d'une prime allant jusqu'à 150 euros lorsqu'une série de treize livraisons était effectuée dans un temps imparti, aujourd'hui, celle-ci n'équivaut plus qu'à une poignée d'euros. La plateforme peut décider de fermer un compte à la suite d'une plainte de client, en accusant la lenteur du livreur, son manque de volonté (pas assez de connexions, refus trop fréquents de commandes). Parfois, il n'y a aucune justification. Non contentes d'engranger tous ces bénéfices, les plateformes de livraison vont jusqu'à toucher des commissions sur les pourboires sans le signifier aux clients et aux livreurs. Des pratiques d'autant plus vicieuses, qu'elles sont dissimulées et aléatoires, accoutumant ainsi les livreurs à une opacité qui les désespère de connaître des critères de tarification stables.

L'AUTO-ENTREPRENEUR : UN NOUVEAU STATUT PRÉCAIRE

Le statut d'auto-entrepreneur exonère les plateformes de toute responsabilité. Un livreur assume seul tous les frais (matériels, soins, amendes) pour pouvoir travailler sans aucune protection sociale : sans congé, ni chômage. Généralement, il lui faut acquérir deux vestes, une pour les grands froids, l'autre pour la pluie, pour un total de 150 euros ; un casque bas de gamme pour 50 euros ; des gants à 50 euros ; une visière, coupe-vent à mettre sur le guidon : 50 euros ; un tablier à 100 euros. À quoi il faut ajouter 32 euros d'assurances ; 150 euros par mois d'essence ; les cotisations sociales à un taux de 22 % du chiffre d'affaires ; et les frais d'achat d'un scooter – 1 600 euros pour les véhicules bas de gamme (à raison de deux véhicules par an) ; sans oublier le téléphone et les frais de forfait. Dans ces conditions, difficile de pouvoir tirer de quoi vivre si les livreurs ne travaillent pas au moins 80 heures par semaine et, pour certains, parfois jusqu'à 20 heures pour une seule journée de travail en comptant les trajets. Car, pour beaucoup, la livraison est un moyen de travailler lorsque les brèves missions d'intérim dans des sociétés de ménage, sur les chantiers ou dans les champs de muguets sont interrompues – quand ils ne cumulent pas les deux activités.



dessin Clémentine Alloyer
https://www.facebook.com/etoiledanstaface/

Le soir, on peut voir des hommes affublés du sac bleu et blanc du livreur Deliveroo rejoindre les files d'attente pour bénéficier de l'aide alimentaire. À Nantes, certains viennent apporter des sacs de maté à Feydeau, ou derrière la Fnac, pour partager un repas frugal et peu coûteux. Selon des estimations approximatives, il y aurait près de 700 livreurs sur la seule ville de Nantes, dont une grande part ne dispose pas des papiers requis pour pouvoir espérer être régularisés. En plus de devoir payer la location de leur compte auprès d'une connaissance possédant des papiers à raison d'une centaine d'euros par semaine, ils doivent subir le harcèlement policier traquant les livreurs dans le centre-ville, et ne peuvent protester. Des accidents de la circulation se produisent fréquemment et il arrive que le conducteur parte sans se soucier du sort du livreur renversé, qui devra assumer seul la prise en charge des réparations et des soins. Avec une minerve, ou des attelles à la cheville confectionnées par leurs propres soins, les livreurs ne s'autorisent qu'une brève convalescence, car les heures de repos sont des heures perdues.

Et si les travailleurs sont déguisés, le patronat l'est aussi, en instaurant un contrat « égalitaire » et prétendument libre qui permet de se soustraire en même temps du Code du travail en évacuant la question du lien de subordination.

Depuis le début du premier confinement, des enseignes de la grande distribution telles que Monoprix, Leclerc ou Casino ont recruté des « auto-entrepreneurs » sur des postes identiques à ceux des salariés, comme les caissières, pour *« s'adapter au contexte d'épidémie de coronavirus »*. Ainsi, plus de salaire, mais un chiffre d'affaires ; pas d'exploitation, mais la liberté ; pas de patron, mais des partenaires ; plus de classes, mais des individus ; plus de lutte, mais une association ! On le voit, la liberté est brandie comme un étendard. Mais quelle est cette liberté tyrannique ? Certainement pas celle des exploités. La législation du travail, aussi limitée qu'elle soit, n'atténue même plus la barbarie de l'exploitation.

DES PLATEFORMES PRÊTES À TOUT POUR BRISER LA CONTESTATION

Uber Eats et Deliveroo emploient tous les moyens pour museler les livreurs. Ils savent que la plupart sont exilés et ne disposent d'aucun recours pour contester les décisions. Craignant l'embrasement, les plateformes se dédouanent derrière l'application et prétextent des bugs informatiques ; dans le même temps, ils envoient des mails individuels aux plus mobilisés pour faire pression, ou bien les soudoient, afin de décourager ceux qui tenteraient de s'organiser. La menace d'une fermeture de compte plane toujours au-dessus des livreurs qui seraient tentés de se battre. Lorsqu'un mouvement de grève est impulsé, les applications se chargent en chœur de proposer des primes le temps de la soirée afin de briser la solidarité. De plus, elles entretiennent des rapports privilégiés avec une poignée de livreurs servant d'indicateurs et de contremaîtres informels des plateformes ; décourageant tour à tour les travailleurs de se mobiliser, calmant les ardeurs combatives, ou signalant les dissidents et agitateurs du rang.

Lorsque les menaces et les négociations feintes n'aboutissent pas, les plateformes sont contraintes de lâcher du lest : au mois de décembre, à Saint-Étienne, Uber Eats s'est engagé à garantir, dès le 21 décembre, un minimum horaire de 10 euros pour les courses effectuées entre 11 h 30 et 13 h 30, et de 12 euros entre 19 et 21 heures, tous les jours de la semaine, à condition de réaliser deux courses minimum dans l'heure. Ces mesures ont eu pour effet immédiat d'interrompre le blocage prévu dans la soirée. La plateforme a également promis de rétablir la « prime de pluie » : 15 euros net par créneau, de 11 à 15 heures et de 19 à 23 heures, sous réserve d'avoir effectué au moins trois livraisons et trois heures de connexion. Une preuve que les plateformes craignent la mobilisation des livreurs, quand bien même ces timides mesures semblent dérisoires lorsqu'on sait ce qui reste à arracher.

Jusqu'à maintenant, les luttes se cantonnent à réclamer une réforme du statut d'auto-entrepreneur : il faudrait restaurer les primes de ▸▸



pluie, d'attente, fixer un tarif horaire décent. Mais, à ce jeu, les plateformes sont toujours gagnantes puisqu'elles déguisent en « partenariat » un travail en réalité salarié et décident toujours des conditions sous lesquelles les primes seraient versées. Un lien de subordination évident régit les rapports entre plateformes et livreurs. De plus, ces mesures ne sont appliquées que dans la localité de Saint-Étienne, et les plateformes peuvent annuler ces accords à tout moment.

Certains syndicats revendiquent même une régulation des recrutements, ce qui revient à faire croire que, si les livreurs sont mal payés, c'est qu'ils sont trop nombreux. C'est évidemment l'intérêt des plateformes de disposer de livreurs nombreux et qu'elles espèrent prêts à tout accepter parce qu'elle les met en concurrence. Mais, si les paies sont misérables, cela vient de choix délibérés de la part des plateformes. Il ne s'agit pas de rentrer dans ce jeu de la concurrence entre livreurs, mais de réclamer une augmentation des rémunérations pour tous. Tout ce qui va dans le sens de réclamer une limitation du nombre de livreurs comme condition de l'augmentation des rémunérations ne fait que conforter Uber Eats et Deliveroo.

LE CALME AVANT LA TEMPÊTE

Mais la colère couve tant que l'exploitation demeure. À Nantes, à Beaulieu, devant le Sun 7 à la croisée des trams, dans les ruelles de Bouffay, les livreurs zigzaguent à scooter et viennent se retrouver entre deux courses sous la pluie. Les promesses confuses, les menaces et les négociations ont pour l'instant eu raison des débuts de concertation entre livreurs. Les plateformes ont su, jusqu'à maintenant, juguler les contestations en germe, en n'hésitant pas à opposer les communautés et les livreurs entre eux, conscientes qu'elles exploitent en majorité des travailleurs pour qui manifester est risqué. Si l'application est un contremaître impitoyable, que son algorithme est savamment occulté, il y a des responsables qui les pensent et les façonnent en vertu de la seule logique du profit. Les livreurs ne sont pas dupes et regardent avec attention ce qui s'est passé à Saint-Étienne.

Ouest France a récemment publié une enquête sur les livreurs (plusieurs articles à compter du 27 janvier 2021) qui pose sur les travailleurs un regard valorisant l'exotisme en n'accordant aucune attention aux sentiments des livreurs, en dévoyant leur parole, en pointant du doigt les intermédiaires profiteurs de l'économie informelle plutôt que les donneurs d'ordre, c'est-à-dire les plateformes.

Le lecteur aux penchants racistes y verra ses idées confortées et celui que la situation indigne valorisera le boycott des plateformes… Car il est de bon ton, dans certains milieux, de refuser Deliveroo, Uber Eats ou Amazon, un boycott tout personnel et qui n'empêche ni la généralisation de ce mode de distribution, ni la surexploitation des livreurs. Mais jamais la parole n'est donnée aux livreurs eux-mêmes, les premiers concernés. *Le Figaro*, quant à lui, annonçait dans un article du 4 février dernier que le centre de la ville de Nantes serait bientôt interdit aux scooters, en culpabilisant une nouvelle fois les livreurs. Mais pas une ligne dans l'article pour fustiger le nouveau module de contrôle mis en place par Deliveroo qui incite les livreurs à aller toujours plus vite en prenant des risques inconsidérés. Ainsi, pour garder une bonne note, ils doivent parcourir de longues distances chronométrées par un *timer* dont l'estimation entre en contradiction avec celle qu'indique Google Maps : un trajet qui devrait prendre 15 minutes en respectant les règles de sécurité, et prenant en compte les feux rouges, l'attente et la circulation, est estimé à 4 minutes par l'application.

PRÉPARER LES SUITES

L'impunité des plateformes durera aussi longtemps que le silence couvrira les conditions qu'elles imposent aux livreurs. Ce qui se joue, c'est la reconstruction du rapport salarial avec les grandes plateformes. Les revendications des livreurs se centrent sur le salaire, ainsi qu'une régularisation – et non plus des primes – donc des horaires, sur l'obtention de conventions collectives garantes des quelques protections qu'ont les salariés, ainsi que d'une transparence pour briser le piège des négociations individuelles.

Il s'agit pour les livreurs qui veulent se battre contre cette surexploitation des plateformes non seulement de dénoncer ces pratiques dignes du XIXe siècle, mais de préparer les conditions d'une riposte collective. Les résultats obtenus à Saint-Étienne, bien que limités, montrent que les plateformes ont des marges si importantes que les livreurs peuvent obtenir des avantages significatifs. ■

Amazon ou pas, l'e-commerce c'est toujours la loi de la jungle capitaliste

27 JANVIER 2021 – BASTIEN THOMAS ET MATHILDA NALLOT

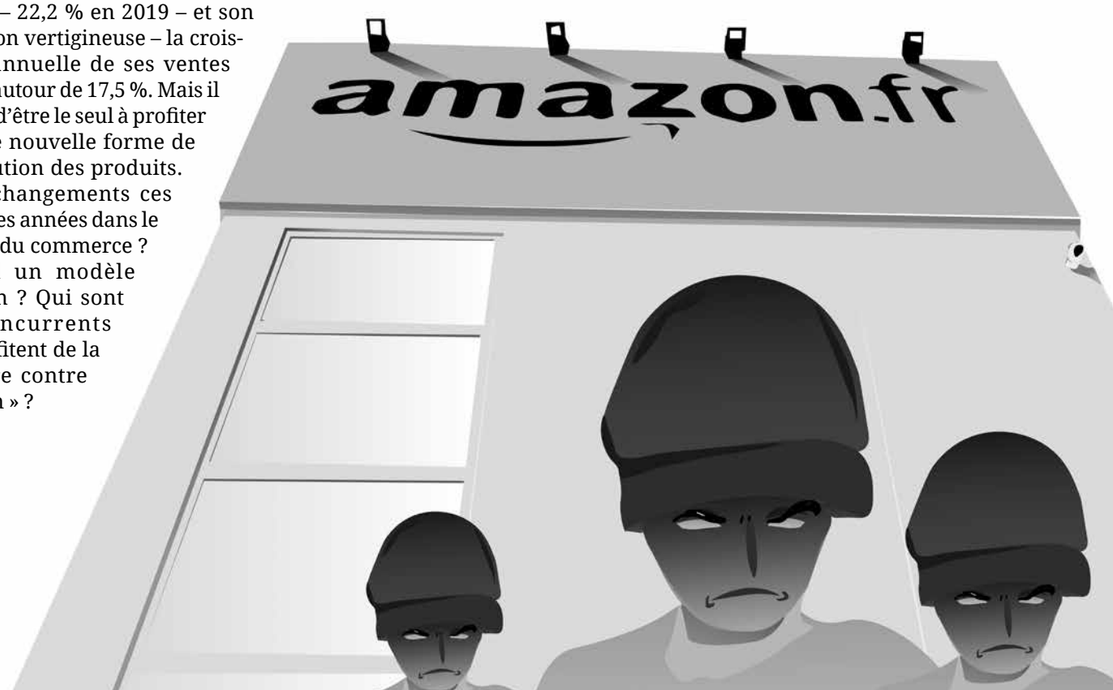
Depuis presque un an, la crise sanitaire entraine la fermeture par intermittence de certaines boutiques et les ventes en ligne ont explosé. C'est l'accélération d'une tendance déjà bien établie – en 2019, elles avaient augmenté de 6 % – et le débat sur la place du e-commerce par rapport au commerce physique, qui se mélange avec la discussion sur la survie des petites boutiques, s'en trouve d'autant relancé.

C'est Amazon qui a été propulsé, une nouvelle fois, sur le devant de la scène. En cause : sa part de marché dans l'e-commerce en France – 22,2 % en 2019 – et son ascension vertigineuse – la croissance annuelle de ses ventes tourne autour de 17,5 %. Mais il est loin d'être le seul à profiter de cette nouvelle forme de distribution des produits. Quels changements ces dernières années dans le secteur du commerce ? Y a-t-il un modèle Amazon ? Qui sont ses concurrents qui profitent de la « guerre contre Amazon » ?

« TOUS PERDANTS, SAUF AMAZON »

Ce n'est pas le cri d'un petit libraire en colère après les fermetures administratives au moment du deuxième confinement. C'est l'extrait d'un tweet de Michel-Édouard Leclerc, PDG des hypermarchés du même nom. Alors, petits et gros dans le même bateau contre Amazon ? Le simple fait que ce soit de Leclerc met la puce à l'oreille. Car c'est Édouard Leclerc, le père, qui a mis au tapis le petit commerce à partir des années cinquante. Jusque-là, les boutiques écoulaient « au détail » des marchandises achetées auprès d'un grossiste. Mais en 1949, Leclerc, lui-même grossiste, passe par-dessus ces détaillants en amenant les clients directement dans son entrepôt, supprimant un intermédiaire et cassant les prix. Il ne reste plus qu'à agrandir la surface et le supermarché voit le jour : Carrefour ouvre le premier en 1963, suivent Leclerc en 1964 et Auchan en 1967.

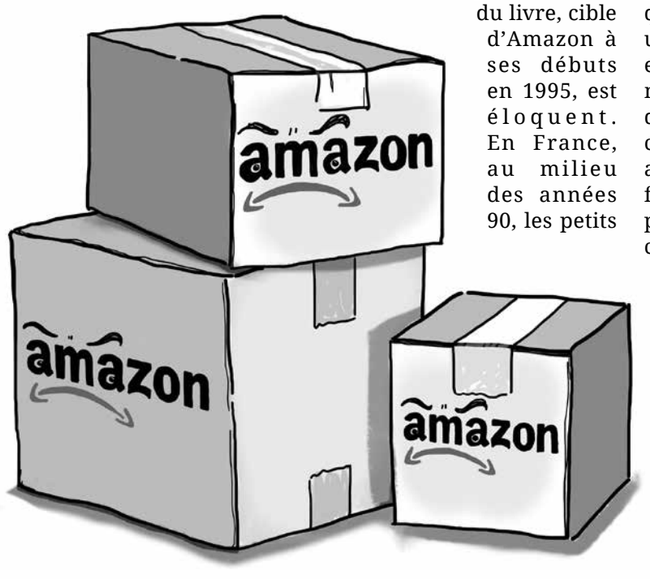
Les grands groupes capitalistes de la distribution se sont donc élevés sur les ruines du petit commerce. Si les centres commerciaux se sont étendus pour devenir le lieu incontournable où faire ses courses, c'est aussi parce que certains nouveaux équipements ont été accessibles au plus grand nombre : c'est le cas du frigo ou de la voiture dans les années 1960. Avec le développement de ces nouveaux magasins, ce sont des dizaines de milliers de références qui deviennent littéralement à portée de main. Les centres commerciaux permettent souvent pour l'usager un gain de temps : fini l'épicerie d'un côté, le primeur de l'autre et le marchand de journaux ailleurs. Et surtout, pour les patrons des grandes surfaces, une grosse économie sur le temps de travail avec la généralisation du libre-service : plus de vendeur, son métier est divisé entre ceux qui approvi- ››



sionnent les rayons et ceux (bien souvent celles) qui encaissent (que les caisses automatiques sont en train de supprimer).

Le développement du numérique et l'accès large à Internet pourraient permettre de continuer à réduire ce temps de travail. En l'état, c'est surtout un nouveau terrain de jeu pour ces grands groupes capitalistes de la distribution et un nouveau concurrent plus coriace – Amazon.

Le centre commercial regroupe tous les produits au même endroit et laisse chaque client – et surtout chaque cliente ! – se servir. Les travailleurs font les courses sur leur temps « libre » [2], les riches parasites ou exploiteurs emploient des domestiques. L'e-commerce supprime le passage en caisse et transforme la fréquentation jusque-là obligée des centres commerciaux en un travail exploité, perfectionnant au passage la division du travail. Chez Amazon, le « eacher » réceptionne les marchandises et les inventorie numériquement, le « stower » les dispose dans les rayons – comme les manutentionnaires de la grande distribution – tandis que le « picker » constitue les commandes en arpentant les allées avec son chariot, que le « packer » les emballe et que le livreur – bien souvent un facteur de la Poste – les apporte au client. « Picker », « packer » et livreur : les trois activités qui constituent les courses du samedi après-midi deviennent le contenu d'une activité professionnelle. C'est la marchandisation d'une activité domestique, son intégration à la sphère de production capitaliste qui est au cœur du e-commerce, et qui n'est pas le monopole absolu d'Amazon.



L'exemple du marché du livre, cible d'Amazon à ses débuts en 1995, est éloquent. En France, au milieu des années 90, les petits libraires représentaient un tiers des ventes. Ils ne pesaient plus que 27,5 % en 2004, bien avant le boom du e-commerce en France. Autrement dit, les petites librairies doivent d'abord leur disparition progressive aux supermarchés du livre – Fnac, Cultura, Gibert – et aux rayons culturels des grandes surfaces, qui pèsent aujourd'hui pour la moitié du marché. De son côté, l'e-commerce représente aujourd'hui 20 % du marché et a vu ses ventes doubler depuis 2008 : pas seulement Amazon, mais aussi fnac.com. La plupart des librairies, petites ou grandes, ont un point de vente numérique sur la *marketplace* d'Amazon[3].

COCORICO CONTRE AMAZON

Les petits commerçants ne sont pas seulement aux prises avec la plateforme américaine mais victimes d'un processus de concentration capitaliste dans le secteur du commerce, de la distribution et de la logistique. Amazon n'est pas le seul grand groupe qui tente de profiter de cette restructuration. La dénonciation du géant américain, au nom des intérêts du petit commerce, profite à ses concurrents français, non moins exploiteurs. En novembre 2020, alors que leurs patrons se répandaient dans les matinales pour obtenir la réouverture des magasins, les ventes en ligne des grandes enseignes triplaient quasiment par rapport à novembre 2019.

Dans ce contexte, que valent les appels « de gauche » à lutter contre Amazon ? Une tribune du 16 novembre signée, entre autres, par Philippe Martinez ou des élus PCF et FI en appelle à *« une taxe exceptionnelle sur le chiffre d'affaires d'Amazon »* et si elle évoque au passage les *« autres profiteurs de la crise »*, il n'y a qu'Amazon qui a l'honneur d'être cité. Le lendemain, une autre pétition, signée entre autres par Anne Hidalgo et François Ruffin, exigeait un *« Noël sans Amazon »* mais avec des lois pour endiguer le développement de l'entreprise. En ne chargeant que la firme américaine, les responsables de gauche à l'initiative de ces appels occultent le rôle et la place des grands groupes français au nom de la défense du « petit commerce physique ». Ainsi, pas un mot, dans ces appels, sur Cdiscount, numéro deux du commerce en ligne[4] en France et filiale du groupe français Casino.

DESTRUCTIONS D'EMPLOI OU PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL ?

D'après des économistes de différents bords politiques, l'entreprise Amazon détruit deux emplois chaque fois qu'elle en crée un. Ce chiffre est repris dans un rapport de l'ancien secrétaire d'État au numérique de Macron, Mounir Mahjoubi[5], au titre évocateur : « Amazon, vers l'infini et Pôle emploi ». Humour de macroniste, d'un ex-ministre qui ne fait pas preuve du même mordant pour dénoncer les 3000 suppressions de postes de Carrefour en 2019, ni sur les 1500 annoncées par Auchan il y a quelques mois.

Ce chiffre de deux pour un exprime le fait que le même travail de distribution des produits, voire un travail plus important, peut être réalisé par moins de travailleurs, autrement dit dans un temps plus court. La productivité du travail augmente[6], ce que les patrons traduisent par l'augmentation du chômage d'un côté et l'intensification du travail de l'autre.

La division du travail en différentes tâches (*eacher, stower, picker, packer,* livreur), qui caractérise les entrepôts logistiques du e-commerce dès leur apparition il y a plus de vingt ans, précède l'automatisation qui progresse depuis peu. Jusque-là, le travail des *pickers* était manuel et piloté par un « scan » (voir encadré). L'entrepôt Amazon de Brétigny-sur-Orge (Essonne), ouvert en 2017, est doté d'un système de robots qui déplacent les étagères d'une zone de stockage jusqu'à un poste de travail où le *picker,* maintenant immobile, n'a plus qu'à prélever les objets pour constituer la commande. En janvier 2019, un système analogue a été mis en place dans l'entrepôt Cdiscount de Réau (Seine-Maritime). Les gains de productivité sont déjà là – le taux d'exploitation est multiplié par trois ou quatre à en croire les patrons. Finis les longs trajets dans les entrepôts, mais la station debout avec répétition des gestes n'est pas bien meilleure pour la santé. D'autant que l'automatisation permet un contrôle encore plus étroit sur l'intensité du travail. Le scan ne pouvait qu'indiquer le temps restant tandis que l'étagère mobile impose littéralement le geste à faire. Et sa vitesse est l'affaire du patron !

Si l'e-commerce et le développement de la robotique permettent de réduire le temps de travail total nécessaire à ces activités de commerce, distribution et logistique, c'est l'organisation sociale capitaliste qui en fait une calamité pour les travailleurs du secteur, exposés aux cadences infernales et aux heures supplémentaires obligatoires pour survivre, pendant qu'enfle la masse des chômeurs. Ces avancées technologiques, entre les mains des travailleurs eux-mêmes, pourraient signifier la possibilité de partager le travail restant entre tous, sans perte de salaire ni cadences infernales. Cela commence par imposer l'interdiction des licenciements et de la suppression des postes de ceux dont les tâches vont être, pour tout ou partie, effectuées par des robots, en réduisant la durée de leur journée de travail et en les formant sur de nouvelles qualifications.

CONTRE JEFF BEZOS ET TOUS LES PATRONS DE LA DISTRIBUTION, LA FORCE DES TRAVAILLEURS

Sur le terrain de l'emploi, Amazon répond qu'il crée des postes dans des zones sinistrées par le chômage. Ce n'est pourtant pas un entrepôt qui résout le problème du chômage de masse dans un bassin d'emploi. L'entreprise, comme ses concurrents, fonctionne comme une grande pompe qui aspire et relâche en permanence des milliers de travailleurs. Ne serait-ce que lors des pics d'activité de fin d'année où les patrons font appel à des intérimaires. Mais ce n'est pas qu'une histoire de saison. Chez Amazon, le taux de rotation des ouvriers est de 20 %, celui des cadres de 35 %. La moitié des travailleurs en CDI fin 2016 a quitté l'entreprise dans les deux années suivantes.

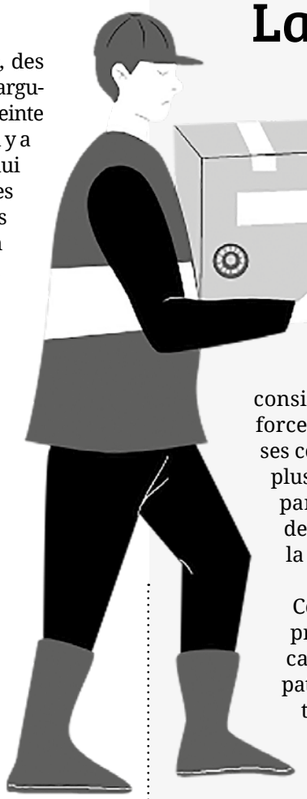
Pour trouver la main-d'œuvre nombreuse, corvéable et flexible dont elle a besoin pour assurer ses profits et satisfaire son appétit capitaliste, l'entreprise ne choisit pas ses implantations au hasard. Et quoi de mieux, pour maintenir un rapport de force favorable, que des régions où les industries sont d'ores et déjà venues, puis reparties, après avoir essoré la main-d'œuvre locale. C'est ce que traduit le tableau où l'on compare le taux de chômage dans les nouvelles régions d'implantation d'Amazon avec le taux national.

Commune d'implantation / Agglomération	Saran / Orléans	Sevrey / Chalon-sur-Saône	Boves / Amiens
Année d'implantation	2007	2012	2017
Taux de chômage dans l'agglomération	6,9 %	13,4 %	17,7 %
Taux de chômage en France métropolitaine	7,9 %	9,1 %	9,9 %

Taux de chômage au sens du recensement dans la zone considérée l'année d'implantation.
Source : Insee

Chalon-sur-Saône avait ainsi subi en 2006 la fermeture de l'usine Kodak. Amiens était passé par la fermeture de Goodyear en 2014. Et le bassin minier dont fait partie Lauwin-Planque, où un entrepôt a ouvert en 2013, ne s'est jamais réellement relevé de la fermeture des fosses. Aux dernières nouvelles, Amazon voudrait racheter une partie du site Ford de Blanquefort fermé à l'été 2019. Le groupe ne passe à table que lorsque d'autres ont déjà exploité la force de travail avant de la jeter sur le carreau. Ainsi va l'accumulation du capital.

Il en va de même, au passage, des salaires dont la faiblesse sert d'argument « anti-Amazon » avec une teinte de gauche. Comme si le smic qui y a cours était bien différent de celui des agents de rayon des grandes librairies ou des vendeurs des magasins de vêtements ! Amazon paye ses salariés au prix où la lutte des classes l'a laissé. Et dans cette lutte, le meilleur appui de la classe ouvrière est du côté de ces nouvelles concentrations que sont les entrepôts logistiques, d'Amazon et des autres, qui comptent plusieurs centaines de travailleurs au coude à coude, plusieurs milliers durant les pics d'activité. Depuis 2013, les salariés d'Amazon en Allemagne et en Pologne n'hésitent plus à se mettre en grève lors de ces pics, au moment où les patrons sont les plus vulnérables. C'est vers ce genre d'initiatives que nos regards se tournent ! ■



La seule rationalité du capitalisme : la loi du profit

Si Amazon est loin d'avoir le monopole absolu sur le commerce et la distribution, surtout en France, sa taille, sa présence sur tous les continents, son emprise sur les chaînes logistiques internationales lui assurent une position dominante dont elle tire un surprofit considérable, non seulement grâce à l'exploitation forcenée de ses propres salariés, mais en imposant ses conditions à tous les fournisseurs qui ne peuvent plus se passer de son site. Ce qui revient à capter une partie de la plus-value extorquée aux salariés par des patrons petits et gros de différents secteurs de la production de marchandises.

Cette position d'intermédiaire planétaire qui a propulsé en à peine 25 ans l'entreprise en tête des capitalisations boursières de Wall Street et son patron Jeff Bezos première fortune mondiale, laisse-t-elle au moins entrevoir une rationalisation de l'anarchie productive et commerciale qui caractérise la concurrence capitaliste ?

Certainement pas, comme ont pu le dénoncer de nombreux militants écologistes, parfois des salariés d'Amazon eux-mêmes[1]. Un exemple édifiant est le témoignage récent adressé par un travailleur au journal *Lutte ouvrière*[2], qui a exercé dans le secteur « Destroy » d'un entrepôt Amazon, où les invendus sont détruits à la chaîne. Sa conclusion : *« À passer la journée à broyer des articles neufs, dont on a parfois besoin soi-même, il y a de quoi être dégoûté ! Pour les patrons, mieux vaut détruire que vendre en dessous du prix du marché – ou, pire, donner à ceux qui en ont besoin. C'est le capitalisme qu'il faut passer à la broyeuse ! »* ■



1. Carrefour est propriété de Bernard Arnault et de Ginette Moulin, également propriétaire des Galeries Lafayette. Quant aux magasins Auchan, ils font partie des nombreux biens de la famille Mulliez.

2. Qui ne l'est plus tant que ça du coup !

3. Sur Amazon.fr, on trouve des produits vendus directement par Amazon mais aussi des produits vendus par d'autres marchands qui utilisent son réseau. Cette marketplace représente la moitié des achats effectués sur son site, le groupe y prélève une commission sur chaque transaction. Quand, en décembre, Amazon a lancé une formation gratuite pour aider les commerçants à vendre sur Internet, c'était une manière de les mettre à la portée de ses dents.

4. 8,1 % du marché en 2019.

5. Il donne une fourchette entre 1,9 et 2,2 emplois détruits par emploi créé par Amazon dans son rapport, Amazon, vers l'infini et Pôle emploi.

6. Dans son rapport, Mahjoubi l'estime même à 600 000 euros par an pour 35 heures hebdomadaires chez Amazon contre 275 000 dans le commerce traditionnel.

1. Comme l'association américaine proche de la centrale syndicale officielle AFL/CIO, Amazon employees for climate justice (salariés d'Amazon pour la justice climatique).

2. *Lutte ouvrière* du 6 janvier 2021.

Quinze kilomètres à pied par jour en Amazonie

Dans les entrepôts Amazon qui ne sont pas encore dotés du système de Brétigny-sur-Orge, les *pickers* arpentent les allées et prennent les produits pour préparer les commandes. Le travail se fait avec les mains et, surtout, avec les pieds, car il faut parcourir au minimum quinze kilomètres chaque jour. Les gestes répétitifs et le port de charges lourdes sont à l'origine de douleurs articulaires et musculaires.

L'encadrement des travailleurs est sous-traité à un scan qui indique la liste des marchandises à rassembler, l'itinéraire à suivre et surtout le temps à respecter sous forme d'un compte à rebours. Il contraint donc à une certaine vitesse… et à une certaine prise de risque. Plus d'un millier d'accidents du travail ont été recensés en 2019[1], et c'est probablement plus quand on sait que la hiérarchie dissuade les intérimaires de les déclarer.

Dans les entrepôts où sont introduits des robots, paradoxalement, la journée de travail s'allonge encore. Les patrons ne souffrent pas de temps mort pour amortir leurs machines. Et Amazon s'y connait en la matière : en 2019, les heures supplémentaires ont déjà cru de 58 %. ■

1. Ces chiffres viennent de l'étude réalisée par le cabinet Progexa pour les élus du CSEC d'Amazon.



Grève chez Amazon Italia : précaires de tous les pays

17 FÉVRIER 2021 – TF

Le 15 février a eu lieu la première grève des livreurs de la plate-forme Amazon de Vigonza, près de Padoue, en Italie.

Un peu plus de 100 livreurs sur 400 ont cessé le travail pour protester contre les bas salaires, les conditions de travail intolérables et demander le paiement de leur pause déjeuner de 30 minutes. Bien qu'ils travaillent pour Amazon, ils sont en réalité embauchés par cinq entreprises sous-traitantes différentes. Les affaires d'Amazon Italia se portent bien : avec le boom du e-commerce, les commandes ont augmenté de 23 % l'an dernier.

Les tournées exténuantes des travailleurs sont calculées par un algorithme qui détermine la quantité de colis à livrer chaque jour. Amazon prétend *« travailler avec les sous-traitants pour définir des objectifs réalistes qui ne mettent pas leurs salariés sous pression. En utilisant une technologie qui prend en considération de multiples aspects pour déterminer la quantité de colis qu'un chauffeur peut livrer, en sécurité, pendant sa tournée. »* Mais, la réalité est bien différente. L'algorithme calcule qu'il est possible de toujours en faire plus ! Au fil des années, le volume des colis à livrer a pratiquement doublé et est passé à 130-140, pour neuf heures de travail (pouvant même atteindre 170 pendant les périodes de haute activité). Et les livreurs doivent aller de plus en plus vite, au risque d'avoir un accident ou une amende, qu'ils doivent bien sûr payer.

Comme le disait un livreur : *« Le problème n'est pas de boycotter ou non les plates-formes online, mais de pouvoir travailler dans d'autres conditions, parce qu'avec des rythmes pareils, c'est insupportable de tenir à la longue. »* ■



» G5 SAHEL

Les interminables guerres de la Françafrique

20 FÉVRIER 2021 – DOSSIER

À la veille du sommet du G5 des 15 et 16 février à N'Djamena, le gouvernement laissait entendre que son objectif serait, en renforçant les troupes africaines de cette alliance, de réduire les effectifs des troupes françaises qui guerroient au Mali. La sanction est tombée : les unes ne prendront pas en partie le relais des autres. Macron a annoncé le maintien des 5 100 soldats de l'opération Barkhane. Le président du Tchad, Idriss Déby qui prend la présidence tournante du G5, a décidé d'envoyer 1 200 militaires tchadiens de plus dans la zone dite des « trois frontières » aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso.

Ce serait, nous dit-on, pour protéger la population du terrorisme, qui a fait encore la semaine dernière de nouvelles victimes, huit passagers abattus par un groupe armé qui avait intercepté leur bus près de la frontière du Burkina et du Niger. À moins qu'au contraire ce soit le pillage économique de l'Afrique, ainsi que toutes ces opérations militaires, aux multiples bavures (celles des troupes françaises, comme celles des armées nationales africaines), qui contribuent à fournir sans cesse de nouvelles recrues aux bandes armées, qu'elles soient djihadistes ou qu'elles recrutent sur des bases communautaires des jeunes délaissés pour qui elles sont, finalement, un gagne-pain.

Car le but premier de ces guerres sans fin de la France en Afrique (quatre bases militaires permanentes avec plus de 3 000 militaires auxquelles s'ajoutent les multiples opérations ciblées (en Côte d'Ivoire, en Centrafrique pour ne citer que des plus récentes en plus de l'actuelle Barkhane au Mali) n'est que le maintien des intérêts français dans la région, ainsi que le moyen de choisir et de soutenir les gouvernements que la France espère avoir à sa solde.

UN VIEUX CHEF DE GUERRE IMPOPULAIRE POUR PRÉSIDER LE G5

De ce point de vue, un petit portrait du nouveau président tchadien du G5 est éloquent. Il était lui-même, au début des années 1980, aux côtés d'Hissène Habré, dans un groupe armé rebelle au régime tchadien d'alors soutenu par la France. Mais il devint chef des armées officielles tchadiennes, lorsque son mentor Hissène Habré prit le pouvoir avec, à son tour, la bénédiction de Paris. Puis il renversa celui-ci en 1990 par un coup d'État militaire, encore soutenu par la France qui commençait à voir d'un mauvais œil Hissène Habré se détourner un peu pour chercher soutien auprès des USA. Un des beaux micmacs de la Françafrique. Mais la découverte, puis la mise en exploitation, du pétrole au Tchad au début des années 2000, s'il n'a pas profité au peuple tchadien, a permis au régime d'Idriss Déby de disposer de l'armée la plus nombreuse de la région. Ce qui lui vaut depuis quelques années d'avoir été élevé par la France au rang de premier gendarme régional.

C'est ainsi qu'Idriss Déby, au pouvoir donc depuis 30 ans, en est aujourd'hui à solliciter un sixième mandat pour l'élection présidentielle qui devrait se dérouler en avril prochain. Mal lui en prend peut-être. Samedi 13 février, deux jours avant le sommet, une nouvelle manifestation avait lieu, malgré son interdiction, dans les rues de N'Djamena « contre le 6e mandat ». Certes, celui qui apparaît comme la tête d'affiche de l'opposition au sixième mandat présidentiel de Déby, le chef des *Transformateurs*, Succès Masra, ancien cadre de la Banque africaine de développement, n'est qu'un politicien aux dents longues auquel la France elle-même pourrait se rallier demain. Mais c'est un profond mécontentement social qu'expriment ceux qui sont descendus dans la rue lors des récentes manifestations. Comme sont caractéristiques aussi de ce mécontentement social les grèves qui ont eu lieu en ce début d'année dans le secteur public, nouvel épisode de la grève contre les retards et salaires impayés qui avait paralysé pendant plusieurs mois les services publics il y a deux ans.

Mais même si on n'en est pas au soulèvement qu'avait valu à Bouteflika l'annonce de sa candidature à un cinquième mandat, un petit Hirak version tchadienne contre le sixième mandat d'Idriss Déby, c'est ce qu'on pourrait souhaiter de mieux au nouveau président du G5.

Que fait l'armée française en Afrique ? Pour quels intérêts ? Nous en donnons un tableau dans les articles suivants de ce dossier (tirés des exposés de la réunion publique par Zoom que nous avions organisée le dimanche 7 février dernier sur le sujet). ■

» G5 SAHEL : QUÉSAKO ?

Troupes françaises, hors d'Afrique !

En guise de préparation au sommet du G5, une opération militaire spéciale, Éclipse, avait été menée du 2 au 30 janvier dernier, remettant au premier plan de l'actualité la guerre que la France mène au Sahel. En janvier aussi, Macron recevait le dictateur tchadien Idriss Déby à Paris, puis Bah N'Daw, le président par intérim du Mali, nommé par ces officiers qui, au nez et à la barbe de la France, ont renversé le président en place l'été dernier. Car avec le nouveau pouvoir au Mali, après avoir exercé sur les putschistes quelques pressions et sanctions sous la houlette de la France, tout le monde s'est réconcilié. Et c'est tout ce beau monde qui s'est retrouvé les 15 et 16 février dans la capitale du Tchad, N'Djamena (sauf Macron en visioconférence) pour ce nouveau sommet du « G5 Sahel ».

De quoi s'agit-il ? Au-delà d'un blabla sur la coopération et le développement, ce G5 est une force militaire, mise en place depuis 2017, regroupant Tchad, Mali, Niger, Burkina Faso et Mauritanie, sous l'égide de la France. Celle-ci espère que ces nouvelles troupes relayent en partie l'opération militaire Barkhane, menée directement par l'armée française.

OBJECTIF OFFICIEL : LA LUTTE CONTRE LE DJIHADISME ET L'INSÉCURITÉ DANS LA RÉGION. PARLONS-EN !

L'opération Barkhane elle-même a commencé en 2014 sous Hollande et déploie actuellement plus de 5 000 militaires français. L'armée française met en scène ses prétendus succès dans la « guerre contre le terrorisme », et annonce qu'une centaine de « djihadistes » auraient été tués dans le courant de ce seul mois de janvier, lors de l'opération Éclipse dont on vient de parler.

Barkhane prenait le relais d'une autre opération militaire française, Serval (première intervention décidée par Hollande et son gouvernement), lancée en 2013, suite à la perte de contrôle par l'État malien sur tout le nord du pays, aux mains de groupes armés djihadistes et ▸▸



d'indépendantistes touaregs. D'abord accueillie plutôt favorablement semble-t-il, en 2013, par une population malienne inquiète des risques de massacres et d'éclatement du pays, l'intervention militaire française a pris la tournure d'une guerre sans fin, dans laquelle l'armée française et ses alliés se sont ensablés, au sein d'une zone qui fait dix fois la superficie de la France. Cette présence militaire française n'a rien réglé, bien au contraire. Elle est désormais rejetée par la population, qui réclame régulièrement son départ.

À cette hostilité s'ajoutent les récentes pertes dans les rangs de l'armée française : en raison de collisions d'hélicoptères et de quelques attaques, le bilan vient de dépasser les cinquante morts parmi les soldats français depuis le début de l'intervention militaire au Sahel (concernant les victimes civiles de cette guerre, dans le pays, il est en revanche impossible d'en avoir un bilan !). Pour toutes ces raisons, la France aimerait sans doute programmer un retrait partiel de ses soldats en passant la main à des troupes africaines, mais toujours sous son contrôle, évidemment. Le G5 est là pour ça.

CE G5 N'EST QU'UN DISPOSITIF PARMI D'AUTRES

Car il s'agit de sous-traiter au maximum la guerre de la France en Afrique. Il y a aussi les 12 500 militaires de la Minusma (mission des Nations-Unies pour la stabilisation au Mali) qui sont déployés, pour l'essentiel des soldats africains. En revanche, les appels de la France aux pays européens ont rencontré peu de succès, ceux-ci se satisfaisant de la voir faire le gendarme en Afrique, pour leurs intérêts à tous.

Pour le gros des troupes, il ne reste donc plus aux gouvernants français qu'à placer leurs espoirs dans les armées du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Tchad et du Burkina Faso. Autant dire les troupes de régimes qui usent de la violence pour se maintenir au pouvoir, et dont les armées sont à leur image… honnies par la population.

Il est révélateur de voir que la clé de voûte de ce G5 Sahel est le Tchad, qui accueille aussi le quartier général de Barkhane. Le soutien militaire de la France a plusieurs fois sauvé la mise au président tchadien Idriss Déby, au pouvoir depuis trente ans, qui se proclame maintenant « maréchal » et va briguer en avril prochain un sixième mandat… La France l'a aidé à se maintenir au pouvoir en 2008 et plus récemment en janvier 2019, utilisant au passage le dispositif Barkhane pour mettre hors jeu un mouvement de rébellion.

L'armée tchadienne est bien connue pour ses exactions à l'égard des populations civiles. C'est également le cas de l'armée malienne. D'autant que ces armées brillent par des soldes insuffisantes et très irrégulièrement versées aux soldats, qui se paient… sur les habitants. De nombreux crimes de guerre ont été recensés par les organisations de défense des droits humains, dont des exécutions sommaires. Tantôt accusés de soutien à Barkhane, tantôt de complicité avec les rebelles, de nombreux villages sont victimes de règlements de comptes et d'exactions.

Face à l'insécurité grandissante, des milices dites d'autodéfense se sont aussi constituées, impulsées souvent par d'anciens officiers. Des milices qui, de fait, ont surtout alimenté la violence, avec des massacres entre les différents peuples qui se partagent la région : en 2019, des miliciens dogons ont tué cent trente villageois peuls au Mali, mais bien d'autres violences de ce type ont sévi, qui n'ont pas toutes été recensées.

Enfin s'ajoutent les exactions de l'armée française elle-même, qui multiplie les frappes aériennes pour éviter d'exposer ses soldats directement sur le terrain, après s'être sommairement informée sur les cibles potentielles, grâce aux drones américains… Elle a été accusée début janvier d'avoir bombardé un mariage, au centre du Mali, dont les convives auraient été pris pour des terroristes. Elle a sans doute comptabilisé ces victimes parmi la centaine de djihadistes qu'elle prétend avoir éliminés au cours du mois de janvier dernier.

Loin de protéger les populations, comme la France le prétend, cette opération Barkhane et la présence des diverses forces militaires qui l'accompagnent, a donc renforcé la violence qui règne au Sahel, et n'a réglé aucun des problèmes qui l'alimentent.

INSÉCURITÉ ET TERRORISME : LA FRANCE IMPÉRIALISTE PRÉTEND LES COMBATTRE ALORS QU'ELLE LES A EN GRANDE PARTIE CRÉÉS

C'est l'intervention militaire des grandes puissances en Libye en 2011 pour renverser Kadhafi, qui a conduit au retour dans la région du Sahel de mercenaires d'origine touareg que Kadhafi avait recrutés, et à la dissémination des armes pillées dans les arsenaux libyens. Ainsi des bandes islamistes que la France et ses alliés avaient aussi armées et utilisées pour renverser Kadhafi sévissent encore aujourd'hui en Libye et plus au sud. Des milices aux revendications très diverses se sont constituées, appartenant aux mouvements indépendantistes touaregs, ou à des groupes se proclamant, d'une manière ou d'une autre, liés à Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique), à l'État islamique ou à d'autres obédiences djihadistes.

Bien plus qu'Allah, c'est la misère et l'état de guerre permanent qui expliquent le recrutement de ces groupes armés. Ils vivent des multiples trafics qui alimentent la région – armes, drogue et or –, et constituent un moyen de survie. Parmi ces trafics, la traite des migrants… Un commerce fructueux lorsque les pays riches ferment leurs frontières !

La guerre, ainsi que les expropriations pour implanter ici une grande exploitation agricole, là une installation pétrolière, ont en effet déplacé des populations, aggravé les rivalités pour le contrôle des ressources, comme les terres ou le bétail. S'ajoutant à ces difficultés pour la survie quotidienne, les exactions des armées en présence ont rejeté des villageois dans les bras des différents groupes rebelles.

La rhétorique française de la « guerre contre le terrorisme » est donc bien réductrice et mensongère. Elle est bien peu crédible en Afrique. Elle est en fait surtout à usage interne, vis-à-vis de la population française, pour la persuader que, dans le cadre de l'opération Barkhane, les militaires français la protègent d'un danger qui nous menacerait, nous aussi, en Europe. Et on réserve des obsèques nationales aux morts français de cette guerre, qu'on prétend morts pour la paix !

Le 1er février dernier, lors d'un « comité exécutif » consacré au contre-terrorisme, le patron de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) déclarait que des attentats projetés vers l'Europe, depuis le Sahel, étaient actuellement possibles… Lors de cette même réunion, le général Lecointre, de son côté, se montrait bien plus préoccupé des nouveaux rapports de force dans la région, avec la Russie, la Chine et la Turquie.

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS INTERVIENT MILITAIREMENT AU SAHEL POUR DÉFENDRE SES INTÉRÊTS

Quels sont-ils ? Avec la montée de l'hostilité des populations envers la France, dont la présence militaire s'éternise dans la région, les commentaires vont bon train sur le pillage des ressources que l'ancien colonisateur mène en sous-main : l'or, l'uranium, de nouveaux gisements de pétrole au Sahara… Mais la réalité est plus complexe, car si la France entend garder la main sur son pré-carré, en Afrique de l'Ouest, ce n'est pas uniquement pour des raisons de prédation directe. La Françafrique et ses anciennes colonies, ce n'est plus tout à fait une chasse gardée. Bien des multinationales américaines, anglaises, canadiennes ou autres y sont également présentes. La France impérialiste elle-même recherche aujourd'hui sur une aire bien plus vaste à mener ses prédations, y compris sur l'aire anglophone, comme au Nigeria, ou du côté d'anciennes colonies portugaises, comme en Angola ou au Mozambique.

C'est aussi valable pour ce qui concerne le commerce et la présence des entreprises françaises : pour faire face au recul des parts de marché dans les pays d'Afrique francophone, à la concurrence d'autres pays européens comme l'Allemagne, ou à celle de la Chine, de la Russie et de la Turquie, la France recherche de nouveaux clients et de nouveaux terrains d'investissements, en rivalité avec ces puissances.

Un exemple très récent est celui de l'Éthiopie, aujourd'hui terrain d'investissement privilégié pour la Chine. Mais voilà que Macron fait ami-ami, et a même signé un accord de coopération militaire, avec le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed. Or celui-ci, à peine nommé prix Nobel de la paix, s'est transformé en chef de guerre dans la région éthiopienne du Tigré et de nombreuses organisations humanitaires l'accusent d'être responsable de crimes de guerre. Macron ne veut pas risquer de remettre en cause de nombreux contrats en cours et à venir : Orange, Bolloré Logistics, Alstom et bien d'autres sont sur les rangs. Ce qui explique le silence de la France sur la guerre en cours au Tigré.

Pour la France impérialiste, la particularité de l'Afrique de l'Ouest, zone d'ancienne colonisation, reste qu'elle y conserve des rapports privilégiés avec des gouvernements assumant des liens de dépendance néocoloniale, dont le rôle de principal gendarme dévolu à l'ancienne puissance colonisatrice. Elle y garde ainsi sa première place dans la mainmise sur des ressources naturelles. ■

La Françafrique, c'est quoi ?

D'où viennent les régimes africains avec lesquels la France entretient des « liens privilégiés » ? C'est l'ancien empire colonial français d'Afrique sub-saharienne, découpé en quatorze pays, qui ont accédé à leur indépendance en 1960, parfois à quelques semaines d'intervalle.

Pour accorder ces indépendances, on a eu la version « soft » et la version « hard ».

La version hard, cela a été par exemple une répression sanglante de mouvements de libération. Comme au Cameroun dont le leader, qui était aussi le dirigeant de la CGT camerounaise, a été assassiné, la France mettant en place l'un de ses hommes, Ahidjo. Ce dernier a été remplacé en 1982 par le président toujours en place, Paul Biya, dont Le Floch Prigent, l'ancien PDG d'Elf qui a fini en prison depuis, condamné pour détournement d'argent public, déclarait que c'était Elf qui l'avait choisi.

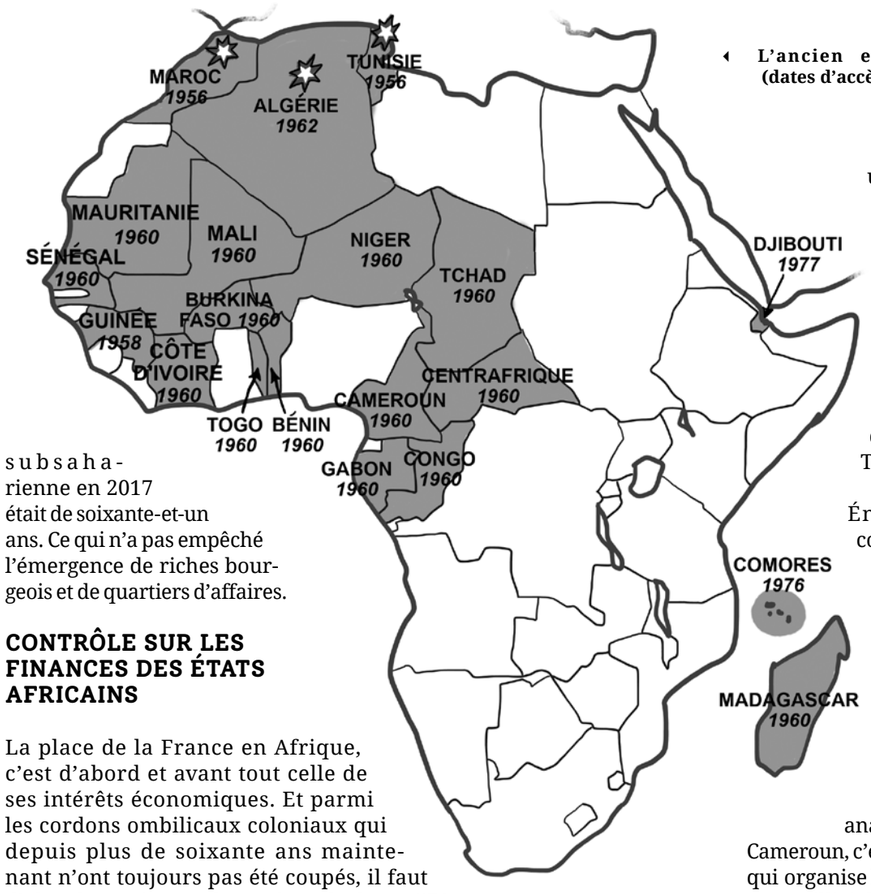
La version soft, c'est l'exemple de la Côte d'Ivoire : Houphoüet-Boigny, leader africain complaisant, accepte toutes les conditions de la France en échange… de son arrivée à la présidence du nouveau pays. L'actuel président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, continue d'ailleurs de jouer le même rôle à merveille. Il a commencé comme gouverneur du FMI. Et la France l'a installé directement à la tête du pays à l'aide d'une intervention militaire en 2010…

MAINTIEN AU POUVOIR DE DIRIGEANTS CORROMPUS

C'est ainsi qu'à la présence coloniale se substitua un système plus ou moins opaque de maintien d'une domination politique et économique de la France, maintenu par une succession d'interventions militaires avec massacres de population civile, assassinats d'opposants politiques par les services secrets français, et corruption de régimes au profit d'accords de coopération économique secrets…

Tel est le CV de l'impérialisme français en Afrique. Ces quelques exemples illustrent sa poursuite aujourd'hui.

Quant aux conditions de travail et de vie des populations africaines depuis les indépendances, elles ne se sont guère améliorées. L'Afrique reste le continent pauvre de la planète. L'espérance de vie moyenne en Afrique subsaharienne en 2017 était de soixante-et-un ans. Ce qui n'a pas empêché l'émergence de riches bourgeois et de quartiers d'affaires.



L'ancien empire colonial français (dates d'accès à l'indépendance)

CONTRÔLE SUR LES FINANCES DES ÉTATS AFRICAINS

La place de la France en Afrique, c'est d'abord et avant tout celle de ses intérêts économiques. Et parmi les cordons ombilicaux coloniaux qui depuis plus de soixante ans maintenant n'ont toujours pas été coupés, il faut d'abord mentionner le système du franc CFA et de la zone franc[1].

Les francs CFA sont les monnaies en circulation dans quatorze pays africains. Il s'agit en fait de deux monnaies : le franc de la Coopération économique et monétaire en Afrique centrale et celui de la Communauté financière africaine en Afrique de l'Ouest. Ces monnaies sont l'héritage direct du « temps béni des colonies ». Créé en 1945, le système CFA signifiait alors franc des colonies françaises d'Afrique. Près de 80 ans plus tard, si l'acronyme CFA a juste changé de signification, l'ensemble de ses principes de fonctionnement sont toujours en place. La parité fixe avec l'euro permet aux investissements capitalistes d'être à l'abri des fluctuations monétaires. Les pays africains concernés sont tenus de déposer 50 % de leurs réserves de change sur un compte spécial détenu par… le Trésor français !

Les mécanismes et fonctionnements de cette monnaie ont le même objectif qu'à l'origine : assurer des investissements juteux de capitaux en Afrique pour les entreprises françaises et leur permettre de rapatrier leurs profits sans limite. Le système CFA est tellement anachronique que plusieurs manifestations ont eu lieu contre lui, et qu'il essuie même des critiques parmi les dirigeants africains amis de la France, au point que certains en demandent la fin. Macron lui-même, flanqué du fameux Alassane Ouattara, a donc annoncé une réforme du franc CFA dans les mois ou années à venir. Une manière de le réformer pour le faire survivre.

LA « POMPE À FRIC » ET SES BÉNÉFICIAIRES

En guise d'avant-goût, un chiffre qui date de 2013 : Bolloré réalise 80 % de ses profits en Afrique selon le quotidien *Les Échos* en 2013. Sur Bolloré et Total, deux petits portraits vont suivre.

Énumérons ici quelques seconds couteaux, à la lame et l'appétit bien affutés.

- La Compagnie fruitière de Marseille, premier producteur européen de fruits et légumes. Elle a un chiffre d'affaires de 740 millions d'euros. Vous pouvez profiter du « goût de la vie », le slogan de sa publicité, en savourant les tomates cerises, le maïs ou les ananas du Sénégal ou de Côte d'Ivoire. Au Cameroun, c'est le label des Plantations du Haut-Penja qui organise la culture de bananes. Pour assurer la tranquillité de ses exploitations, elle loue une partie des terres à des cadres de l'armée. Paul Biya, l'actuel président du Cameroun, est réputé pour en être un des discrets actionnaires[2]. D'ailleurs, pour ne pas s'embarrasser de subtilités, c'est le président français de la PHP (Plantations du Haut-Penja) qui est devenu il y a peu le numéro un du Medef camerounais. Quant à l'exploitation de la banane, elle se fait dans le cadre de complexes agro-industriels regroupant jusqu'à 5 000 ouvriers agricoles, dont un certain nombre se sont mis en grève récemment contre le licenciement de certains d'entre eux. Avec toujours de beaux labels Bio qui garantissent la traçabilité des profits… Pardon !… des produits !

- Orange possède le monopole des réseaux téléphoniques dans de nombreux pays. Ce qui lui permet de rendre quelques services bien appréciés en échange de contrats juteux. Le groupe avait décidé de la coupure des télécommunications dans le nord du Cameroun, sur demande du régime, pour soutenir la guerre de Biya contre des groupes rebelles.

- Quatre groupes bancaires français, la BNP-Paribas, la Société générale, le Crédit agricole/LCL et le groupe Banque populaire Caisse d'épargne, gèrent au moins dix-huit fonds d'investissement spécialisés dans la spéculation sur les matières premières. Ils ont fait partie des responsables de la spéculation ahurissante sur les denrées alimentaires en 2008, qui a conduit aux émeutes de la faim, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Cameroun notamment, alors que les populations ne pouvaient plus se nourrir.

- La souveraineté énergétique du nucléaire français dont nos nationalistes de gauche comme de droite aiment tant nous vanter les mérites est un grand bluff. Car aucune centrale nucléaire ne tournerait sans l'uranium exploité au Niger par Areva, dont le chiffre d'affaires est supérieur au PIB du pays. Mais pour ces gens-là, les ressources du Niger sont censées appartenir effectivement à la France. L'actionnaire principal d'Areva est… l'État français ! Une manière d'entremêler les réseaux politiques et les intérêts économiques jusqu'au plus haut sommet de l'État.

Reste l'exploitation du bois par le groupe Rougier de la famille du même nom, qui pratique la déforestation et ne respecte aucune norme de production.

Reste l'extraction de l'or ou des minerais précieux, ou encore celle des énergies fossiles.

Restent aussi des filiales du groupe Lafarge en Afrique de l'Ouest.

Allez, un mot quand même sur le groupe Castel, dont la famille fait partie du « top 10 » des fortunes françaises, et qui exerce un quasi-monopole en Afrique sur le marché de la bière, des boissons gazeuses et de l'industrie sucrière. Cette « entreprise familiale » comme elle aime à se décrire, réalise 80 % de son chiffre d'affaires en Afrique.

Vous voyez, le tableau pourrait encore s'allonger indéfiniment ! Quand on accumule les données, ce sont des millions d'euros de transactions commerciales et des milliards d'euros d'investissements en capitaux.

Et si la France n'est plus nécessairement le premier partenaire de bien des pays africains, où la concurrence fait rage, cela n'inquiète pas ses capitalistes : « *Depuis 2000, la croissance fait grossir chaque année le gâteau africain*, commente M. Étienne Giros, ancien directeur Afrique du groupe Bolloré, *aussi, même si la place de la France régresse en termes de parts de marché, les échanges commerciaux et les IDE entre notre pays et les États africains suivent, en valeur absolue, une courbe ascendante continue.* »

LE GÂTEAU À SE PARTAGER EST DONC DE PLUS EN PLUS GROS

De quoi faire saliver les babines capitalistes des Bolloré, Total, Orange, EDF, Société générale, groupes Accor, Vinci, Air Liquide, Compagnie fruitière ou encore ▸▸

celles de la famille Mulliez qui implante ses magasins Auchan dès qu'elle le peut. Tous ces « investisseurs » siègent au conseil d'administration du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN). Un repaire de brigands capitalistes qui se targue de grouper en son sein des entreprises qui représentent 80 % de l'activité économique française en Afrique.

L'impérialisme français n'est pas mort, loin de là. Il continue de faire sa loi sur toute une partie du continent africain. Et les problèmes de l'Afrique ne sont pas liés à son prétendu « retard économique », comme on l'entend souvent. Au contraire, c'est précisément parce que l'Afrique est au cœur du système capitaliste d'exploitation des ressources et de la main-d'œuvre qu'il s'agit d'un continent pauvre et dévasté par les guerres. ■

1. Voir à ce propos notre article plus détaillé, du 23 janvier 2011, sur le site de la revue : « Vers la fin du franc CFA ? Mais certainement pas de la « françafrique » ! »

On lira avec intérêt sur ce sujet le livre *L'arme invisible de la Françafrique. Une histoire du Franc CFA*, Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla (paru en 2018).

2. Indiqué par Fanny Pigeaud dans *Au Cameroun de Paul Biya*, Karthala, 2011



La Bollorie, une affaire familiale

La Bollorie, cela pourrait être le nom d'un royaume s'étalant sur deux continents, dirigé avec poigne, par Vincent Bolloré. Ce nom vous dit sans doute quelque chose, puisque vous faites partie de la Bollorie lorsque vous prenez de l'eau au robinet ou que vous regardez une chaîne du groupe Canal +.
Le roi Bolloré aime se présenter comme un entrepreneur qui prend des risques… mais son CV[1] montre qu'il a surtout hérité. Pas tout à fait le self-made-man qui se hisse à la force du poignet.

DU PAPIER À CIGARETTE AUX TAPIS ROUGES DE L'ÉLYSÉE

La dynastie Bolloré a émergé en 1861, en Bretagne, en développant des usines de papeterie, bientôt l'un des plus gros producteurs de papier à cigarette. Donc quand Vincent naît en 1952 dans le très populaire 16e arrondissement, il a déjà une cuillère en or dans la bouche. Cursus classique de la bourgeoisie parisienne : études au cours privé Gerson puis au lycée Janson de Sailly. Fréquentation d'un milieu catholique intégriste.

Pour bâtir son royaume, dont l'Afrique est un des principaux théâtres, Bolloré a su se faire entendre des hommes politiques, de droite comme de gauche. Cela remonte loin, puisque le manoir familial a accueilli le socialiste Léon Blum, venu s'y reposer, au grand désespoir des syndicalistes locaux de voir le chef du Front populaire servi comme un roi par le papa de l'actuel Vincent.

Le président Pompidou (1969-1974) voguait sur le voilier du père Bolloré. Mitterrand (président « socialiste »), via la BNP alors nationalisée et la Banque de France, a aidé Vincent Bolloré à se remettre à flot[2]. Vincent est également lié à Édouard Balladur et à Gérard Longuet, son ex-beau-frère (qui a occupé de nombreux postes, de ministre de l'Industrie, des Postes et télécommunications, puis du Commerce extérieur). Enfin il est aussi ami avec Sarkozy qui l'a invité au Fouquet's le soir de sa victoire à la présidentielle de 2007. Bolloré lui a prêté son yacht et son avion privé pour partir en famille se reposer des fatigues électorales.

DES RÉSEAUX DE COPAINS

Ces amitiés de Vincent Bolloré sont un ingrédient de sa fortune. Rien de tel que des présidents ou ministres qui vous emmènent à chaque voyage officiel, et signent des contrats mirobolants. Et quand un dictateur rechigne, la visite d'un ministre, ou plutôt d'un « ami de l'Afrique », sert d'argument.

Les affaires sont facilitées par ceux que Bolloré appelle « des ambassadeurs d'ambiance ». Pour l'ambiance ? Un Michel Roussin, ancien numéro deux des services secrets et ex-ministre de la Coopération ou un Ange Mancini, ancien patron du RAID et ancien coordinateur du renseignement national à l'Élysée. Bolloré profite aussi des « bons conseils » d'Antoine Bernheim, bien placé à la banque Lazard et à la compagnie d'assurances Generali.

INVENTAIRE DU ROYAUME DE BOLLORIE

Nous allons faire un petit inventaire des possessions et des richesses du roi Bolloré, d'après le tableau qu'en donne l'association « Survie », spécialisée dans la dénonciation de la France Afrique[3]:

Activités Industrielles (cigarettes et films plastiques)
Pays : Bénin, Burkina Faso, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée-Conakry, Madagascar, Centrafrique, Sénégal, Tchad

Transports (terrestre, ferré et maritime ; logistique) de la Mauritanie jusqu'à l'Afrique du Sud
Pays : Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo-Brazzaville, Congo-Kinshasa, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Liberia, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, Centrafrique, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zimbabwe.

Plantations d'hévéa, caoutchouc, cacao, huile de palme, coton, banane, dont les principales sont au Cameroun, au Nigeria et en Côte d'Ivoire.

À quoi s'ajoutent **le cinéma et l'activité de l'agence de publicité Havas**.

BOLLORÉ ET LES CHEFS D'ÉTAT AFRICAINS

Charles Taylor, dictateur sanguinaire du Liberia de 1997 à 2003, disait à ce propos : « Il n'y a pas de privilège. Il se trouve simplement que les hommes d'affaires français sont venus me voir avant les autres. Ils ont pris des risques. C'est du business as usual. »

Au Cameroun, rien ne vaut « l'amitié » de Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, pour conclure les contrats d'affaires. Mais les affaires des riches, c'est l'exploitation des plus pauvres. Les conditions de travail et de vie dans les palmeraies qui appartiennent au groupe Bolloré sont effroyables : « les ouvriers sont logés dans des cabanes en planches de bois, sans eau courante, ni électricité : "comme des chèvres ou des porcs" », dit un ouvrier interviewé.

En Côte d'Ivoire, c'est l'ex-président Gbagbo, ami des socialistes français, qui a offert à Bolloré le monopole du port d'Abidjan.

VINCENT BOLLORÉ ET LES MÉDIAS

En Bollorie, on n'aime pas les critiques de la presse… Chaque fois que des journalistes de presse ou télévision évoquent les affaires de son groupe, Bolloré diligente un huissier, puis convoque au tribunal pour diffamation, accompagnée d'une demande de dommages et intérêts de millions d'euros. Il peut utiliser son agence de publicité Havas, sixième publicitaire mondial : il retire au journal qui le met en cause quelques pages de publicité et attend des excuses… Il a même compris que le meilleur moyen d'éviter d'être critiqué par les médias, c'est de les posséder. En 2014, il met la main définitive sur le groupe Vivendi et les chaînes du groupe Canal+.

Vincent Bolloré est puissant, mais il a cependant de sérieux concurrents (américains, suisses, asiatiques) qui veulent aussi leur part du gâteau africain. Le port de Douala au Cameroun, qu'il détient depuis quinze ans, est en passe de lui être soufflé par un groupe suisse, malgré le voyage du ministre des Affaires étrangères Le Drian pour plaider sa cause… ■

1. Pour les informations ci-dessous nous avons largement puisé dans le livre *Vincent Tout-Puissant (JC Lattès, 2018)*, l'enquête que Bolloré a voulu empêcher. Les auteurs, Nicolas Vescovacci et Jean-Pierre Canet, sont deux journalistes d'investigation, membres fondateurs du collectif « Informer n'est pas un délit ».

2. L'entreprise familiale allait mal, ses deux produits phare, le papier à cigarette et le papier fin pour missels étant en perte de vitesse. (*Bolloré, c'est ainsi que tout a commencé*, http://www.bretagne-bretons.fr/bollore-et-cest-ainsi-que-tout-a-commence/)

3. « Bolloré : monopoles services compris. Tentacules africaines », *Survie, Les dossiers noirs,* n° 15 (2000)

Total au Mozambique : *Un État dans l'État*

La compagnie pétrolière Total est le plus riche des fleurons de la Françafrique. Son fonds de commerce a été (du temps où elle s'appelait Elf) le pétrole africain. On se souvient du scandale de corruption d'Elf au Gabon… qui avait envoyé un temps son PDG de l'époque, Loïk Le Floch-Prigent à la prison de la Santé, et dans lequel Mitterrand avait copieusement trempé. On se souvient moins, parce que c'est plus vieux, de la guerre dite « du Biafra » (un million de morts), région du Nigéria que la France de De Gaulle avait copieusement alimentée en armes et soutiens militaires, dans l'espoir de permettre au pétrolier français de se tailler son fief au Nigéria.

Nous parlerons ici du tout dernier haut fait de Total en Afrique.

La guerre fait rage au nord du Mozambique entre des djihadistes et l'État mozambicain peu présent dans cette région du Cabo Delgado, située à 2 500 kilomètres de la capitale. Sur la côte du canal du Mozambique, canal océanique entre l'Afrique continentale et Madagascar.

Les affrontements y ont entrainé plusieurs milliers de morts et plusieurs centaines de milliers de déplacés. Mais c'est surtout l'extrême pauvreté dans cette région (déjà très peu développée) qui impacte une population plus large. Quant aux déplacements, les nouvelles installations pétrolières aussi ont chassé bien des habitants de leurs terres. De quoi fournir des jeunes sans ressources en recrues aux groupes armés. Et peu importe pour Macron : la « sécurité » des installations pétrolières s'appelle « guerre contre Daech ».

L'affaire, y compris la piraterie de ces groupes armés, débute avec la découverte entre 2010 et 2013 d'une des plus grandes réserves de gaz dans les eaux territoriales du Mozambique. C'est à cette même époque que débute le grand rapprochement entre le Frelimo, le parti au pouvoir, et Macron, alors secrétaire à la présidence de Hollande avant de devenir son ministre de l'Économie.

LE SCANDALE DU « THUNA BONDS »

Une entreprise publique mozambicaine va ainsi acheter une trentaine de thoniers aux Chantiers mécaniques de Normandie, qui n'est pas connue pour ses bateaux de pêche, mais pour des navires de guerre. La commande est supervisée par le futur président mozambicain, Nyusi, sans validation du parlement, et le marché signé en grande pompe le 30 septembre 2013 par le ministre français du Redressement productif, Arnaud Montebourg, lors d'une visite de Hollande et Nyusi à Cherbourg.

Quand le scandale éclate et prend le nom de « Thuna Bonds »[1], la facture pour le Mozambique s'élève à deux milliards d'euros et participe grandement au bond de la dette du pays, passée de 55 % du PIB à 140 % !

Et en guise de bateaux de pêche au thon, les vaisseaux en question sont équipés d'armes lourdes (made in France) destinées à sécuriser et assurer la logistique dans le nord du canal du Mozambique. Là où les réserves naturelles de gaz ont été trouvées et où le projet d'extraction Mozambique LNG est prévu.

Avec de tels soutiens politiques et logistiques, Total devient en 2019 le principal opérateur de ce qui s'avère être le plus gros investissement dans les énergies fossiles du vingt-et-unième siècle avec une première injection de 20 milliards de dollars (60 milliards sur vingt ans). Derrière cet investissement, on trouve quatre principaux financeurs : Natixis, le Crédit agricole, la Société générale et BNP Paribas. Les travaux faramineux sont attribués à Bolloré Logisitcs. Une gigantesque opération menée en famille. L'État français se porte garant des différents emprunts de chacun des acteurs, de façon à ce que personne ne prenne de risque dans ce pays instable.

Bien entendu, le Mozambique a largement mis la main à la poche pour développer les infrastructures. Ce sont les Mozambicains qui ont payé les ports que Total va utiliser.

QUAND LE GAZ RUINE LES POPULATIONS

L'impact environnemental est gigantesque et la réorganisation du nord du pays se fait au détriment des populations locales, entrainant une résistance et une opposition au projet importantes. Les dirigeants du Mozambique mènent à bout ce projet pour obtenir une entrée d'argent et rembourser la dette faramineuse liée aux Thuna Bonds et aux infrastructures.

Les fonds engagés par ce pays dont le PIB est de 14 milliards de dollars (0,5 % du PIB français) ont fait grimper sa dette de 55 à 140 % du PIB. À titre de comparaison, le chiffre d'affaires annuel de Total est de 200 milliards, et ses bénéfices annuels de 12 milliards. Le budget total du Mozambique est de 5,3 milliards (donc 50 fois moins !) avec un déficit de 1,3 milliard. Total est un géant face au Mozambique qui compte 27 millions de pauvres.

Dans cette région du nord du pays, nommée Cabo Delgado, l'entreprise « Mozambique LGN » (extraction et liquéfaction de gaz naturel) aura un impact écologique désastreux. Les centrales de liquéfaction sont construites entre plusieurs réserves naturelles et ont entrainé le déplacement de populations. La pollution liée au torchage aura un impact direct sur l'agriculture. Le Mozambique est pourtant un pays pour lequel le réchauffement climatique est une menace très concrète et à court terme. Pays côtier très plat, il connait une très importante montée des eaux qui rend tout une partie du pays inondable. En 2019, le cyclone Idai a entraîné l'inondation d'une grande partie de la région de Sofala. Beira, la deuxième plus grande ville du pays, a été détruite à 90 %.

Bien sûr l'arrivée de Total a entrainé l'enrichissement rapide d'un noyau de privilégiés et a fait exploser la corruption en même temps que les équilibres fragiles au sein des communautés ultra-pauvres de cette région. D'où l'explosion du banditisme. Un terreau pour de petits groupes djihadistes qui recrutent dans une population désœuvrée. En 2018, banditisme et djihadisme se confondaient.

MILICES PRIVÉES ET MARINE FRANÇAISE AU SERVICE DE TOTAL

L'armée mozambicaine n'arrivant plus à faire face, Total a fourni les moyens de remplacer l'État : des sociétés militaires privées (PMC) sont en pleine expansion, véritables armées au service des compagnies privées. Notamment une société sud-africaine, DAG, équipée d'hélicoptères français ; une société privée russe, Wagner, régulièrement utilisée pour les interventions que Poutine ne veut pas assumer ouvertement (au Mozambique, Total est soupçonné d'en payer directement les soldes aux soldats) ; ainsi que les hommes de main du fondateur de la société américaine Blackwater de triste mémoire pour ses crimes en Irak.

Quant à l'armée française, elle veille au grain grâce aux bases dont dispose la marine dans ces petites « Îles Éparses » (c'est leur nom) entre le Mozambique et les Comores, qui sont une partie intégrante du territoire français. ■

1. Pour plus de détails, lire notamment l'article de l'association des Amis de la Terre : « Mozambique ? : de l'eldorado gazier au chaos », https://www.amisdelaterre.org/de-leldorado-gazier-au-chaos/.

Une agriculture qui nourrit les géants mondiaux de l'agroalimentaire

Dans cette région d'Afrique sub-saharienne, 80 % des personnes vivent de l'agriculture, et pourtant 80 % de l'alimentation est importée. Riz, blé, viande, produits laitiers… on manque de nourriture ! Pour comprendre ce paradoxe, il faut comprendre comment se sont développées les économies africaines, et pourquoi la part des cultures vivrières est si faible. Cela aussi est un héritage de la colonisation. Et ça n'a pas changé, bien au contraire, tant l'exportation vers les pays riches des productions agricoles de l'Afrique est une aubaine pour les géants de l'agroalimentaire (ou de l'agro-industrie) en même temps qu'une source de revenus ou de bakchichs pour l'étroit milieu des nouveaux riches de ces pays.

LE RÔLE DES MONOCULTURES DANS L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Cette « déformation » n'est pas récente. Avec le développement de l'industrie en Europe, de nouveaux besoins commerciaux apparaissent : l'industrie absorbe d'énormes quantités de matières premières qui sont transformées en masse et écoulées sur le marché sous la forme de produits manufacturés. Le coton pour l'industrie textile, le caoutchouc pour l'automobile, l'huile de palme pour les cosmétiques, l'arachide pour l'agroalimentaire… La colonisation a répondu à ce besoin de la bour- ››

geoisie de s'assurer des monopoles sur certaines ressources, dans le cadre de la concurrence capitaliste. Jules Ferry (1885) l'annonce clairement : *« Les colonies sont pour les pays riches un placement de capitaux des plus avantageux. Dans la crise que traversent toutes les industries européennes, la fondation d'une colonie, c'est la création d'un débouché. »* À cette époque, les puissances européennes se sont ruées sur le continent africain qui a été totalement occupé au début du 20e siècle. Les richesses naturelles sont accaparées et les terres servent à cultiver les matières premières dont les capitalistes ont besoin : coton, huile de palme, arachide, café, canne à sucre, etc. Dans les années 1920 et 1930, ces cultures destinées à l'exportation augmentent. Au Sénégal, les alliés réactionnaires des colons français mettent de nouvelles terres en culture pour l'arachide et réservent la vente de la production aux Français (collaboration qui dure jusqu'en 1960 et qui va permettre au groupe Lesieur de bâtir une fortune). Conséquence directe : la réduction de la surface dédiée aux cultures vivrières de mil. La population sénégalaise n'a d'autre choix que d'acheter le riz indochinois importé par les Français pour se nourrir… Autre exemple, au Burkina Faso la culture de coton devient obligatoire, l'État construit des infrastructures d'irrigation et contraint les populations locales à abandonner leurs cultures vivrières pour travailler dans les plantations de coton.

DÉPENDANCE ET MISÈRE

C'était ça, l'Afrique française. On a aujourd'hui la Françafrique. Et la prépondérance des monocultures forge également, dans le domaine agricole, des économies africaines totalement dépendantes du marché mondial.

Les capitalistes européens ont un double monopole : celui de la commercialisation et celui de l'importation. L'exemple de Bolloré en dit long. C'est le modèle de base : les palmeraies, et le contrôle des transports et des ports. Ce sont les capitalistes européens qui fixent les prix d'exportation des produits aux dépens des paysans africains. Ils pillent les ressources, y compris agricoles, de l'Afrique, ils y exportent les produits manufacturés européens (vêtements, téléphones), ruinant les artisans et les commerces locaux. C'est pourquoi les grandes compagnies se gardent bien de développer l'industrie des colonies : l'Afrique doit rester un pourvoyeur de matières premières et de travail humain gratuit.

Les États africains post-indépendance n'ont donc pas d'autres possibilités pour survivre sur le marché mondial que de poursuivre l'exportation des matières premières, qui est leur seule source de revenu. C'est la politique des États, ce ne sont pas les intérêts de la population, bien sûr. Ainsi, l'État sénégalais poursuit la culture d'arachide. Cette monoculture intensive a aggravé l'érosion et dévasté les sols. En quelques décennies, l'agriculture sénégalaise est devenue incapable de satisfaire aux besoins alimentaires de sa population. Au Burkina, on poursuit la culture du coton.

En 2020, 250 millions de personnes sont sous-alimentées en Afrique[1], et c'est un chiffre en augmentation constante. Cercle vicieux, car sans maîtrise sur la demande et les coûts mondiaux, l'augmentation de la production ne résout pas les difficultés. Et bien sûr, le prix d'importation des produits manufacturés est imposé. Ainsi, entre 1980 et 1990, la valeur des exportations de l'Afrique de l'Ouest a chuté de 20 % tandis que celle des importations des produits venant d'Europe ne cesse d'augmenter…

ACCAPAREMENT DES TERRES

Depuis la crise de 2008, le phénomène d'accaparement des terres se renforce[2]. Il s'agit pour des entreprises, mais aussi pour certains États en manque de terres arables (mais pas de devises, en ont l'Arabie saoudite, la Chine, l'Inde, les USA, les pays européens), d'implanter dans d'autres pays des cultures alimentaires et des cultures énergétiques pour garantir leur sécurité alimentaire et faire du biocarburant. Ce sont des centaines de milliers d'hectares accaparés par des compagnies. Conséquence pour les populations : elles sont expulsées, privées de ressources et de terres.

Les paysans s'entassent dans les bidonvilles. On assiste à la recrudescence de maladies qu'on croyait sous contrôle (typhus, dengue, choléra, tuberculose). La rougeole est une des premières causes de décès des enfants africains alors que le vaccin existe et coûte 25 centimes.

C'est tout un prolétariat agricole qui se développe, ou qui gagne les villes, voire est contraint d'émigrer et qui grossit les rangs de la classe ouvrière africaine… ■

////////////////////////////

1. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, Rapport de la FAO 2020*

2. *Les accaparements de terres dans le monde : une menace pour tous, Michel Merlet, 2013*



▲ Mali: grève de la faim de cheminots 2018-2019

Les travailleurs face à la Françafrique

Au Mali, le renversement d'Ibrahim Boubacar Keita en août dernier par un putsch militaire avait pu être ressenti par la population comme un soulagement, face à un régime corrompu, à une armée française dont la présence au Mali est de plus en plus impopulaire et à des putschistes qui venaient de renverser le président chouchou de la France. C'est pour ces mêmes raisons qu'ici, parmi les travailleurs immigrés maliens, si nombreux notamment dans le secteur du bâtiment, de la restauration ou de la sécurité, les putschistes ont bénéficié au tout début d'une certaine « aura ».

AU MALI, CEUX QUI ONT RENVERSÉ IBK N'ONT PAS FAIT LONGTEMPS ILLUSION

Mais il n'a pas fallu longtemps pour que la population laborieuse du Mali déchante. La junte faisait amende honorable à la présence de l'armée française, le 22 septembre, jour anniversaire de l'indépendance du pays il y a soixante ans. Le chef de la junte, le colonel Goïta, appelait la population à soutenir non seulement l'armée malienne mais aussi *« nos forces partenaires telles que la force Barkhane, la Minusma, etc. »* Trois jours plus tard, à sa cérémonie d'investiture, Bah Ndaw, ancien chef d'état-major de l'armée nommé président, promettait de veiller au respect des accords internationaux pris par son pays : *« La transition qui s'ouvre ne remettra en cause aucun engagement international du Mali ni les accords signés par le gouvernement. »* Le dirigeant affirme sa volonté de poursuivre une *« guerre sans merci »* contre les *« forces terroristes et (le) crime organisé »* !

C'est que les pressions de la France, notamment économiques, ont vite amené la junte à montrer patte blanche. Et la France le lui rend bien, puisque, même si l'armée a destitué celui sur lequel elle misait, le président IBK, le cabinet ministériel français en charge de ces relations a déclaré que le « *coup d'État était un moindre mal* » et s'est dit prêt à *« accompagner la junte vers un retour à l'ordre démocratique »*. Il y a encore eu des manifestations contre la présence française ces derniers jours. La dernière, celle du 20 janvier, a été interdite et dispersée à coups de gaz lacrymogène.

LE PRÉSIDENT DE TRANSITION S'EN PREND AUX GRÉVISTES

Significatif de l'esprit de ce nouveau pouvoir : le 14 décembre dernier, face à des travailleurs en grève, le président de la transition déclarait : *« Avec l'état actuel du Mali, comment quelqu'un qui jouit de toutes ses facultés mentales peut parler de grève, a fortiori, partir en grève. »*

Les grèves de décembre dernier, dans les services publics et dans les mines d'or, auxquelles le nouveau régime a eu à faire face, sont la marque d'un mécontentement social croissant depuis des années. De telle sorte que si le putsch était une guéguerre pour le pouvoir, c'était aussi une sorte de contrefeu au mécontentement social qui s'était déjà et notamment exprimé par des grèves l'an dernier et par des manifestations au début du printemps. L'opposition officielle, regroupée dans un front baptisé M5 (regroupement de prétendus opposants à IBK, tous plus ou moins membres des différents gouvernements des dernières décennies), a pour chef de file le très réactionnaire Imam Dicko (qui avait tenté de canaliser le mécontentement).

Si le Mali est riche (troisième producteur d'or du continent), ses travailleurs et paysans sont pauvres et leur colère s'exprime[1]. Un tiers de la population ne mange pas à sa faim, moins d'une personne sur deux a accès à l'eau potable, une personne sur cinq est alphabétisée, un nouveau-né sur dix meurt avant l'âge d'un an et l'espérance de vie est de 52 ans. C'est un pays aux ressources multiples : la culture et l'industrie du coton, le marbre, le granit et la dolérite qui sont exploités par deux entreprises européennes et quelques artisans maliens, et bien d'autres minéraux exploités pour des salaires de misère et dans des conditions de travail déplorables.

Des grèves ont éclaté dans les secteurs publics dès janvier 2020 avec une mobilisation importante des

enseignants, mais aussi des agents des impôts. Les revendications concernaient le respect de l'engagement pris par le gouvernement d'augmenter les salaires, mais aussi le paiement de primes et leur homogénéisation. Un mouvement qui ne s'est pas cantonné au secteur public. En novembre et décembre derniers, la centrale syndicale UNTM (Union nationale des travailleurs maliens) a appelé à la grève partout. Après quelques jours de bras de fer, certes, elle n'a pas appelé à des suites. C'est une bureaucratie syndicale…

MALI : L'OR ET LA MISÈRE

Dans les mines d'or, le mécontentement n'est pas nouveau non plus puisque déjà en 2018 des grèves ont paralysé deux grandes mines de l'entreprise canadienne Randgold (aujourd'hui Barrick Gold). En novembre et décembre derniers, des salariés se sont joints à la grève de soixante-douze heures appelée en novembre puis sur cinq jours en décembre (à la mine Syama, au sud du pays, 95 % des employés étaient en grève), ils réclament la régularisation des collègues affectés par le Covid. L'extraction de l'or est une activité rentable pour les gros investisseurs étrangers, dont bénéficie dans une moindre mesure l'État malien lui-même.

La plupart des mines sont exploitées par des sociétés sud-africaines, australiennes ou canadiennes qui profitent de ces coûts de production parmi les plus bas d'Afrique et qui bénéficient d'une législation particulièrement favorable : défiscalisation, droit du travail peu contraignant, aucune obligation d'investir.

Les autorités locales tirent elles aussi bénéfice de l'exploitation de l'or. Le Mali compte une quinzaine de mines actives avec plus de 12 000 salariés, dont les conditions de travail sont régulièrement dénoncées par les travailleurs et la population locale : mort ou invalidité provoquées par la respiration de produits toxiques (mercure et cyanure), risques d'éboulement (plusieurs dizaines de morts chaque année), danger de conduite d'engins vétustes. À côté de ces mines industrielles, il existe un orpaillage artisanal (dont les grandes entreprises rachètent souvent la production à bas prix). Il emploierait plus de 200 000 personnes, dont 20 000 à 40 000 enfants[2] qui sont quotidiennement en contact avec le mercure nécessaire à l'extraction, qui creusent des puits, travaillent sous terre, portent des charges lourdes. Ces activités se sont accrues depuis les années 2000, donnant lieu à des regroupements de population dans de nouveaux bidonvilles.

De plus, les travailleurs font face aux menaces des djihadistes dans la région. Ces derniers essaient de recruter les jeunes en leur proposant stabilité et possibilité de se tailler une place sur le marché de l'or. Ils sont présents sur des zones d'orpaillage pour en récupérer les fruits et financer ainsi leurs troupes ; en taxant d'un impôt religieux les populations locales ou en faisant directement la loi dans ces zones d'orpaillage artisanal : distance entre chaque travailleur, ni tabac ni discussions, encore moins avec les femmes. D'où vient le djihadisme, si ce n'est en partie de l'exploitation ? Ils ne sont pas les seuls à profiter de l'orpaillage : les différentes forces de la région sont présentes dans les mines : CMA (coordination de rebelles pro indépendance de la région touarègue) comme les troupes progouvernementales.

TCHAD, MALI, CÔTE D'IVOIRE, LA CLASSE OUVRIÈRE SE MANIFESTE

L'actualité est marquée aujourd'hui par le Mali. Mais les contestations sont plus générales. Au Tchad, pays qui a énormément changé depuis la découverte des gisements de pétrole : quartiers tout neufs pour les riches dans la capitale et pauvreté de l'autre côté de la rue. Là aussi, il y a eu des grèves l'an dernier, notamment dans les services publics, en particulier pour les salaires que l'État ne payait plus. Et de nouvelles grèves ces dernières semaines.

En Côte d'Ivoire aussi, en 2020, de nombreuses manifestations et grèves ont eu lieu dans l'enseignement public, mais aussi dans de nombreuses entreprises privées. Plus récemment, des travailleurs d'une entreprise chinoise fabriquant du contreplaqué ont fait grève dans la zone industrielle de PK 27, pour défendre leurs intérêts. Dans cette entreprise, les conditions de travail sont particulièrement dures. Les travailleurs sont en contact avec des fours et autres machines dangereuses, sans protections. Même pas une boite à pharmacie. Une infirmerie, n'en parlons pas. Ils travaillent de 7 heures à 19 heures, soit douze heures par jour pour un salaire journalier d'à peine 2 500 francs (soit 3,8 €), le salaire minimum légal du pays. Parmi les travailleurs, nombreux sont ceux qui ont plus de deux ans d'ancienneté mais qui pourtant restent condamnés à la condition de journaliers. La direction a fait intervenir les forces de l'ordre contre eux et en a licencié une trentaine. Ça n'a pas suffi à entamer leur détermination. Ils ont continué leur grève, ont fait venir une télévision de proximité pour crier haut et fort leur ras-le-bol.

Ce sont quelques exemples relevés dans la presse ou dans le bulletin qu'édite le groupe de militants africains de l'UATCI liés à Lutte ouvrière en Côte d'Ivoire[3].

La classe ouvrière africaine est une force en développement, que les États dévoués aux intérêts impérialistes et les multinationales qu'ils servent auront de plus en plus à affronter. ■

1. Voir notamment le rapport de la ligue des droits de l'homme sur la situation dans ces mines : https://www.fidh.org/IMG/pdf/Mali_mines_final.pdf.

2. Voir aussi : *Les mines artisanales d'or recourent au travail des enfants*, de Human Rights Watch et l'article de *Mediapart* : « Au Mali, ces mines d'or qui rendent fou »

3. On peut lire son journal sur le site : http://www.uatci.org/, PAT n° 170 pour cette grève dans la zone PK 27.

Maroc : à Kénitra, une grève en travers de la gorge de PSA

15 FÉVRIER 2021 – MYRIAM RANA

Le 27 janvier dernier, à l'usine automobile PSA à Kénitra au Maroc, une grève spontanée a bloqué la production. La liste des revendications, présentée à la direction, donne une idée de l'ampleur de l'exploitation quotidienne imposée par PSA : les travailleurs réclament notamment une augmentation des salaires, la régularisation du compteur-modulation de l'année 2020, le règlement des primes liées à « l'overtime », pratique courante dans bien d'autres usines du groupe PSA qui entraîne des heures supplémentaires et des weekends travaillés sans rémunération, l'augmentation des temps de pause, une compensation pour les repas après la fermeture de la cantine, ainsi qu'une couverture médicale dont beaucoup ne disposent pas, ce qui rend impossible l'obtention d'indemnisation en cas d'accident du travail par exemple.

Prétextant « les effets négatifs sur l'entreprise de la crise sanitaire », le directeur de l'usine a répondu à la mobilisation en faisant appel aux forces de l'ordre, encerclant l'usine. Et, dans les jours qui ont suivi, il a viré ceux qu'il considérait comme les meneurs de la grève.

Inaugurée en grande pompe par le roi Mohamed VI en 2019, cette usine PSA réunit près de 2 500 ouvriers pour une production qui, de 100 000 véhicules par an, devrait monter à 200 000 dans l'année qui vient. L'usine est dans une des plus grandes zones franches du continent (*Atlantic free zone*), spécialisée dans l'automobile et le câblage, et qui regroupe plus de 20 000 salariés.

En plus de garantir l'accès à une main-d'œuvre payée une misère (240 euros pour huit heures de travail par jour, six jours sur sept), PSA bénéficie de conditions douanières avantageuses, d'exonération d'impôts, de la mise à disposition de terrains gratuits et même de la construction d'un port pour faciliter l'exportation de ses voitures. Choyés et protégés par le régime, les patrons de PSA se croyaient tout permis au Maroc. Ils sont tombés sur un os.

Et de plus, bien qu'elle fût de courte durée, la mobilisation des ouvriers de PSA Kénitra a eu un retentissement auprès de leurs collègues des usines françaises, notamment à Poissy où travaillent nombre d'ouvriers d'origine marocaine. Cette grève de l'autre côté de la Méditerranée a enthousiasmé et montré que personne à part PSA n'a intérêt à mettre en concurrence les travailleurs entre eux. Des militants syndicaux de la CGT ont diffusé tract et vidéo de solidarité, en arabe et en français, à destination de leurs camarades marocains. Un langage de solidarité ouvrière à l'opposé de celui de tous les politiciens, voire de dirigeants syndicaux, qui n'ont à la bouche que le « produisons français » et les « relocalisations ».

En France comme au Maroc, en Slovaquie ou ailleurs, PSA fait tout pour dégrader les conditions de travail… En même temps l'entreprise empoche l'argent du gouvernement, avec ce « plan de sauvetage » de huit milliards d'euros pour le secteur automobile décidé par Macron au lendemain du premier confinement. Le groupe PSA n'est pourtant pas nécessiteux puisque le 8 mars prochain, les actionnaires de Stellantis, le nouveau groupe formé par la fusion de PSA et Fiat-Chrysler, fêteront ce mariage des deux groupes en se partageant 2,2 milliards d'euros d'actions Faurecia avec un bonus de 308 millions d'euros. Mais dans cette usine du Maroc toute récente, où aucun syndicat n'est toléré par la direction, la première victoire des ouvriers, c'est d'avoir donné à leur patron sa première trouille et une première indigestion aux actionnaires gloutons. ■



Politique étrangère de Trump et Biden : une différence de style mais pas de fond

13 FÉVRIER 2021 – STAN MILLER

Les trois premières semaines de l'administration du président Démocrate Joe Biden aux États-Unis ont été saluées par la presse bon teint, notamment à propos de sa politique étrangère. Après le fracas de Trump, le* New York Times *ou le* Washington Post *retrouvent un semblant de normalité qui les comble. Cependant, si Biden rompt en partie avec certains choix tactiques de Trump et surtout avec son style tapageur, il continue sur le fond la même politique impérialiste de la première puissance militaire mondiale.

Ceux qui prétendent, ici en France, que Trump et Biden présentent deux conceptions opposées des relations internationales cherchent en réalité à défendre leur politique : les uns, fervents soutiens des institutions internationales telles qu'elles sont (OMC, FMI, Banque mondiale, Nations unies – différents « repaires de brigands » où se discutent les compromis entre exploiteurs impérialistes) insistent sur le fait que Biden permettra de « renouer avec le multilatéralisme ». Les autres, ceux qui défendent une ligne « souverainiste », en réalité nationaliste, de droite comme de gauche, mettent certes en garde contre les velléités guerrières du nouveau président qui a effectivement appuyé toutes les aventures militaires des États-Unis dans sa longue carrière politique, mais en viennent à regretter un Trump repeint en pacifiste isolationniste. Cette façon de voir, qui calque une opposition d'ailleurs bien discutable aux États-Unis entre « interventionnistes » et « isolationnistes » sur les fantasmes d'une polarisation politique entre « mondialistes » et « souverainistes » ici, empêche de comprendre la continuité profonde de la politique étrangère américaine.

BIDEN SÉDUIT L'ESTABLISHMENT À PEU DE FRAIS

Selon le *Washington Post*, journal de référence aux États-Unis, dans un éditorial de David Ignatius du 3 février : « Joe Biden a toujours été facile à sous-estimer […]. Biden est très loin d'être un président parfait. Mais après deux semaines, les signes disent qu'il se débrouillera. Et pour maintenant, c'est largement suffisant. »

Les premiers gestes de Biden ont consisté à revenir sur les mesures les plus contestées de Trump, retournant au *statu quo* d'Obama : retour des États-Unis dans l'accord de Paris pour le climat et dans l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les deux désertés en 2020 par Trump. Mais le retrait comme le retour des USA dans ces institutions est uniquement symbolique et formel : l'accord de Paris signé en 2016 pour réduire la production de gaz à effet de serre n'est pas contraignant, et l'OMS prodigue conseils et enquêtes mais chaque État décide dans son coin de sa politique sanitaire – même en pleine pandémie.

Biden a surpris son monde en décrétant que les États-Unis cesseraient de soutenir l'Arabie saoudite dans sa sale guerre menée au Yémen, revenant sur la politique de Trump, mais également celle d'Obama avant lui. Cette guerre monstrueuse a déjà tué plus de 200 000 personnes, engendré la plus grande épidémie de choléra de l'histoire et a amené le pays au bord d'une famine à grande échelle. Les États-Unis sont le principal fournisseur d'armes de l'Arabie saoudite. Cependant, le langage de Biden est ambivalent : il retire son soutien aux opérations « offensives » de l'Arabie saoudite, mais pas aux opérations « antiterroristes » et « défensives ». Autant dire que la marge de manœuvre reste large ! Pour mettre tout de même une certaine pression sur son allié saoudien, Biden a retiré les rebelles houthis de la liste des organisations terroristes. Peut-être le début d'un changement de ton vis-à-vis de la monarchie réactionnaire saoudienne, alliée historique des USA dans la région, mais certainement pas une rupture avec le soutien que lui apportait Trump comme tous ses prédécesseurs.

BIDEN DANS LES PAS DE TRUMP, OU D'OBAMA, OU LES DEUX À LA FOIS

Le nouveau président est revenu sur la politique de Trump consistant à faire baisser le nombre de soldats américains en Afghanistan : vingt ans après l'invasion, l'occupation américaine continue ! Biden a cependant confirmé la décision de Trump de choisir Jérusalem comme lieu de l'ambassade américaine en Israël. Comme son prédécesseur, il soutient le politicien vénézuélien d'extrême droite Juan Guaido qui avait raté son coup d'État contre Maduro. Même continuité à propos de l'Iran : Trump avait piétiné l'accord qu'Obama avait négocié avec le régime des mollahs. Biden refuse de retirer les sanctions qui affament les couches populaires iraniennes tant que l'Iran ne revient pas à l'accord initial – dont les USA se sont retirés… – une manière alambiquée d'entériner le geste de Trump.

Trump remettait en cause la politique étrangère « bipartisane », que Républicains et Démocrates appliquaient main dans la main, même lors des épisodes les plus aigus de « polarisation » dans les joutes politiciennes intérieures. S'il y a bien un domaine que la bourgeoisie de la première puissance impérialiste mondiale tient à préserver des logiques démagogiques électorales, c'est la politique étrangère ! Durant le mandat de Trump, il y a eu des moments de friction avec « l'establishment » sur la politique étrangère : le retrait des troupes de Syrie, la relation avec l'Otan, la démission de James Mattis comme secrétaire de la Défense. Dans un éditorial du *New York Times* intitulé « mettre fin à la crise nationale », Trump est décrit comme « un homme indigne du poste qu'il occupait » : « le mandat ruineux de Trump a endommagé les États-Unis du point de vue national et international. Nous avons critiqué son vandalisme du consensus post-guerre, un système d'alliance et de relations internationales qui a couté beaucoup de vies à établir et à maintenir. »

La remise en cause unilatérale – mais souvent uniquement symbolique – des alliances et politiques précédentes a été critiquée par les Démocrates et les Républicains. Le milliardaire avait une fâcheuse tendance à utiliser des sujets sensibles de politique étrangère pour se faire mousser, notamment sur Twitter, ce qui semblait crisper bien des décideurs de Washington, responsables devant la bourgeoisie. Mais la politique étrangère de Trump n'était en fait qu'une version plus crue, débarrassée du décorum idéologique classique, de la politique impérialiste de la première puissance mondiale. Biden tentera peut-être de remettre un vernis « libéral » sur cette domination impérialiste, à condition que la conjoncture le lui permette. Mais si de véritables menaces au leadership américain se précisaient, venant de concurrents capitalistes ou, bien plus dangereux, d'une mobilisation ouvrière et populaire, alors ce vernis serait immédiatement oublié.

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN FACE À LA CHINE

Le développement fulgurant de la Chine, qui a contrasté avec le recul ou la stagnation des États-Unis dans les crises successives, financière en 2008 puis sanitaire cette année, a accru les tensions inter-impérialistes. La tentative de contenir et d'isoler la Chine, baptisée stratégie du « pivot vers l'Asie » sous Obama, a continué sous Trump, prenant la forme plus spectaculaire de la guerre commerciale.

Au second jour de l'administration Biden, la porte-parole du Conseil de sécurité nationale, Emily Horne, a déclaré à l'agence de presse Reuters : « Le président Biden a hâte de travailler avec les leaders des deux partis pour que les États-Unis surpassent la Chine. »

Lors d'un échange téléphonique entre le président chinois Xi Jinping et Joe Biden, tous les sujets qui fâchent (Hong Kong, Taïwan et le Xinjiang) auraient été mis sur le tapis par Biden. À propos du Xinjiang, région autonome à majorité musulmane à l'ouest de la Chine, où un million de Ouighours sont enfermés dans des camps de rééducation, l'administration Biden, comme l'administration Trump, parle de « génocide ». Les États-Unis ont réaffirmé leur soutien à Taïwan, que Pékin considère comme une province sécessionniste qui lui appartiendrait, ainsi que leur attachement à la démocratie à Hong Kong. Des déclarations d'intention, d'autant plus belles qu'elles n'engagent à rien, mais qui embarrassent le rival chinois. Biden a également signé un ordre exécutif « Acheter américain », qui encourage le gouvernement américain à acheter des produits nationaux, très similaire au programme (raté) de Trump pour créer des emplois. Le nouveau président, comme ceux qui l'ont précédé, continue d'œuvrer, par la diplomatie parfois, par la force et la contrainte toujours, à maintenir la position dominante des USA dans le jeu impérialiste mondial, en tentant d'empêcher l'émergence d'une puissance à même de la lui contester. ■



Tunisie : « Plus de peur ni d'horreur, la rue appartient au peuple »

18 FÉVRIER 2021 – NORA DEBS

Émeutes, blocages de route et affrontements avec la police ont marqué le mois de janvier dans les villes et quartiers pauvres du pays. Manifestants et émeutiers réclamaient « le pain, la dignité et du travail » alors que plus d'un jeune sur trois est au chômage.

LE VERNIS DÉMOCRATIQUE A FINI PAR SE CRAQUELER COMPLÈTEMENT

L'armée a patrouillé dans les rues, les violences policières ont fait de nombreux blessés et un mort des suites d'une blessure à la tête par une grenade lacrymogène dans la ville de Sbeïtla (dans le gouvernorat de Kasserine au centre de la Tunisie). La police a aussi procédé à des arrestations en masse à domicile, parfois simplement pour un soutien au mouvement sur les réseaux sociaux.

En cette mi-février, 2 000 personnes auraient été arrêtées. En dépit de la répression, la jeunesse populaire a continué d'exprimer sa colère, ralliant avec elle dans des manifestations les étudiants et les travailleurs, rassemblant des centaines à des milliers le 6 février. Pendant plusieurs jours les manifestations et sit-ins se sont succédé malgré l'interdiction sous prétexte de la crise sanitaire. Sur les places et dans les rues, l'agitation a mis en avant *« la chute du régime »*… Le personnel politique est resté en grande partie le même que sous Ben Ali, trempant aujourd'hui comme hier dans la corruption. Les scandales de corruption, d'évasion fiscale, de conflits d'intérêts, éclatent fréquemment. En 2017 le président de la République, Béji Caïd Essebsi, avait fait voter, non sans contestation dans les rues, une loi accordant l'amnistie aux fonctionnaires impliqués dans les malversations de l'ancien régime, le texte initial prévoyant même une amnistie pour les patrons.

LES ISLAMISTES D'ENNAHDHA ARRIVÉS AU POUVOIR EN 2011 ONT ÉTÉ TOUT AUSSI CORROMPUS QUE LES AUTRES

Les Tunisiens ont su se mobiliser contre l'islamisme dans leur pays avec des manifestations de masse à partir de 2013, dénonçant Ennahdha et ses milices incitant à la violence et aux assassinats d'opposants politiques.

D'où désormais des slogans et des pancartes lors des manifestations de jeunes à Tunis (accusés d'être « la mauvaise génération ») du style : « *La mauvaise génération vs la génération corrompue* ». Un mot d'ordre repris entre autres le 4 février dernier par des lycéens d'Akouda, près de Sousse. Bref, pas de classes « qui se tiennent sages »…

La contestation dure depuis plusieurs mois : grèves de la faim des étudiants, menace de suicide collectif de chômeurs, blocages de route, grève du monde hospitalier en janvier, « grève générale » en janvier à l'appel de l'UGTT contre le chômage à Gafsa (bassin minier et l'une des régions les plus pauvres du pays), grève contre les licenciements en cours dans les entreprises de l'aéronautique de Latécoère et Mecaprotec. Dans les régions agricoles, une pénurie d'un fertilisant, l'ammonitrate, menace les récoltes de l'année et alimente un mécontentement que la répression ne pourra supprimer… À suivre. ■

//

Pour plus de détails, se reporter sur le site de Convergences révolutionnaires, aux différents articles sur la situation en Tunisie ces dernières semaines.



Recommandations
Pour poursuivre la lecture…

» CULTURE

Séries télé, films, BD, livres : des extraits de ce que vous pourrez retrouver sur notre site.

» DOCUMENTAIRES

Les Nazis et l'argent, au cœur du Troisième Reich
GIL RABIER

Ce film est visible sur *arte.tv* jusqu'au 9 mai 2021. À travers des images d'archives passionnantes le film décortique ce que certains à l'époque ont pu présenter comme le « miracle économique » du nazisme. Les industriels ont été vite rassurés par l'interdiction des syndicats, remplacés par le Front du Travail. Le système économique nazi s'est organisé autour de la guerre, de la mort, du vol et du travail forcé.

Irak : destruction d'une nation
RÉALISÉ PAR JEAN-PIERRE CANET

Documentaire en quatre épisodes diffusé le 31 janvier 2021 sur France 5, disponible sur la plateforme de replay *France.tv* jusqu'au 2 avril ainsi que sur *Mediapart*. Quarante ans d'histoire de l'Irak, pays martyr d'un système impérialiste dépendant des réserves de pétrole de la région. L'exposé au cordeau de cette spirale infernale pour le peuple irakien a le mérite de livrer un tableau cru des agissements des grandes puissances du monde « civilisé ».

» BANDES DESSINÉES

Frantz Fanon
UNE BD DE CIRIEZ ET LAMY

La Découverte, 2020, 240 p., 28 €

Son livre publié en 1961, *Les Damnés de la Terre*, est un appel à la révolution anticoloniale dans le Tiers Monde. Le livre sera saisi plusieurs fois par les autorités. L'Algérie, sur laquelle Fanon fondait les plus grands espoirs, a montré les limites de sa politique. Avec l'indépendance, le FLN a pris le pouvoir et installé une bureaucratie militaire anti-ouvrière contre laquelle les classes populaires d'Algérie continuent de lutter aujourd'hui.

Révolution : 1. Liberté
UNE BD DE LOCARD ET GROUAZEL

Actes Sud - L'An 2, 2019, 294 p., 26 €

Dans ce premier tome sur la Révolution française, cette BD intelligente, drôle, redonne toute sa place aux ventres vides et à des événements peu retenus par l'imaginaire collectif. On attend la suite en préparation avec impatience !

» LIVRES

La Discrétion
FAÏZA GUÈNE

Plon, 2020, 255 p., 19 €

Faïza Guène est une écrivaine de 35 ans d'origine algérienne. Elle s'était fait connaître en 2004 avec son premier roman, *Kiffe kiffe demain*, qui avait connu un incontestable succès. Dans *La Discrétion*, elle suit pas à pas l'histoire d'une mère de famille, depuis sa naissance non loin de la frontière algéro-marocaine, jusqu'à une cité HLM à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis. Un livre généreux et chaleureux qui permet de comprendre de l'intérieur ce que subissent aujourd'hui nombre de jeunes des cités qui ne se sentent chez eux ni ici, ni là-bas.

L'affaire Jules Durand : Quand l'erreur judiciaire devient crime
MARC HÉDRICH, PRÉFACE D'HENRI LECLERC

Michalon, 2020, 21 €

Ce livre est consacré à une affaire judiciaire du début du XX[e] siècle que l'on qualifia à l'époque, et à juste raison, d'« affaire Dreyfus du mouvement ouvrier ». Le principal protagoniste est Jules Durand, militant syndicaliste-révolutionnaire, secrétaire du syndicat des dockers-charbonniers du Havre qui a lancé une grève illimitée contre la Compagnie générale transatlantique. La grève tient bon et l'employeur veut y mettre fin coûte que coûte…

Pierre Bois : une vie de militant ouvrier communiste révolutionnaire

Les Bons Caractères, 2021, 222 p., 15 €

Cet ouvrage retrace la vie personnelle et militante de Pierre Bois (1922-2002), qui, jeune ouvrier, fut le dirigeant de la grande grève de l'usine Renault en 1947. Ce livre – dont la rédaction finale date de mai 1998 – s'arrête à la fin des années 1950 avec la création du groupe Voix ouvrière, dont Pierre Bois fut un des dirigeants. C'est-à-dire qu'il ne couvre qu'une grosse vingtaine d'années d'une riche vie militante qui s'est poursuivie sur plus de 40 ans, à la direction de VO et de Lutte ouvrière.

Hillbilly Élégie
J.D. VANCE

Globe, 284 p., 22 €

Le livre *Hillbilly Élégie* de James David Vance, est écrit en 2016. Au travers cette saga familiale, Vance s'intéresse plus généralement à ceux que l'on appelle les « hilbillies », littéralement les « gars des collines ». Ils sont nombreux à vivre dans l'immense massif montagneux des Appalaches, dans le sud-est des États-Unis. Dans les années 1950, beaucoup vont tenter leur chance vers les États plus au nord qui leur offrent des emplois industriels. La crise économique va les transformer ces régions en « rust belt » (ceinture de rouille), une région dévastée par le chômage. C'est sur ce désespoir que va surfer un démagogue comme Trump.

Plastique : le grand emballement
NATHALIE GONTARD ET HÉLÈNE SEINGIER

Stock, 2020, 19,50 €

Qu'est-ce que le plastique ? Pourquoi a-t-il supplanté beaucoup de matériaux ces dernières décennies ? Comment fonctionne sa fabrication ? Ce livre coécrit par une journaliste et une chercheuse spécialisée dans les matières plastiques est riche en vulgarisation concernant la chimie du plastique et l'historique de son développement industriel. La plupart des matières plastiques ne sont pas recyclables, sans parler des outils marketings que sont les « bioplastiques », fabriqués à partir de matières végétales mais identiques à ceux fabriqués à partir de pétrole… En bref, le livre souligne l'hypocrisie totale de la plupart des acteurs de l'économie verte.

Recyclage : le grand enfumage

FLORE BERLINGEN
Rue de l'échiquier, « Diagonales », 2020, 13 €

Ce petit livre de Flore Berlingen (directrice de l'association Zero Waste) remet quelques pendules à l'heure. Tous les déchets ne sont pas recyclables, et ceux qui pourraient l'être ne le sont pas forcément. Le tri sélectif ne garantit pas le recyclage (loin de là) et sert surtout pour les organismes gérant la collecte des déchets à faire reposer sur les individus la responsabilité du recyclage et de son absence.

Change ton monde

CÉDRIC HÉROU, PRÉFACE DE J.-M. G. LE CLÉZIO
Les Liens qui libèrent (LLL), 2020, 267 p., 19 €

Entre août 2016 et juillet 2020, Cédric Hérou a été interpellé, convoqué par la justice, voire mis en examen, pas moins d'une trentaine de fois. Chaque fois, le « crime », ou plutôt le « délit », qu'on lui reprochait était d'avoir aidé et hébergé bénévolement dans sa ferme des migrants qui tentaient de passer d'Italie en France… Notons que, en 2018, le cinéaste Michel Toesca a consacré au combat de Cédric Hérou un documentaire (qui dure 1 heure 40) intitulé *Libre*.

» UN POLAR ÉCOLOGISTE ET UN THRILLER SOCIAL

Impact

D'OLIVIER NOREK
Michel Lafon, 2020, 350 p., 19 €

Pour écrire ce livre, Olivier Norek a largement puisé dans son expérience professionnelle. Il a d'abord travaillé trois ans comme bénévole à l'ONG Pharmaciens sans frontières. Ensuite, il s'est engagé deux ans dans l'armée avant de rejoindre la police judiciaire où il est resté en poste dix-huit ans. Finalement il s'est lancé dans une carrière littéraire en publiant six romans (*Impact* est le dernier) et en écrivant deux scénarios pour le cinéma et la télévision. Puis ce polar… édifiant !

Beaucoup d'articles prévus ne trouvent pas place dans ce numéro de* Convergences révolutionnaires *! Mais nous ne pouvons que vous en recommander la lecture sur notre site.

» AUTOMOBILE

Pénurie de semi-conducteurs : quand les capitalistes de l'automobile rament

22 février 2021
Mercredi 10 février, le patronat de l'automobile et le ministère de l'Industrie se réunissaient à propos de la pénurie mondiale de semi-conducteurs, qui impacte la production automobile à travers le monde depuis janvier. À PSA déjà, les remous dans la production se font sous menace de chômage partiel, pertes de salaire à la clé. Les mêmes larmes de crocodile du patronat au printemps 2020 avaient servi à licencier des milliers d'intérimaires et à sous-payer les salariés aux frais de l'État… jusqu'à la miraculeuse *remontada* du marché de l'automobile à l'été, qui amenait *Les Échos* à titrer « Pandémie de Covid-19 : l'industrie automobile européenne a échappé au pire ». Les salariés aimeraient pouvoir en dire autant. Enfin, cette affaire de semi-conducteurs est un enjeu de la guerre économique entre la Chine et les États-Unis.

» GOUVERNEMENT

Nouvelle loi « climat » : du réchauffé

12 février 2021
Mercredi 10 février, le projet de loi issu des propositions de la Convention citoyenne pour le climat était présenté au Conseil des ministres. Cette convention, et ses 150 « citoyens » tirés au sort, était une manœuvre destinée à canaliser la colère bien légitime contre les responsables du saccage de l'environnement, dans une forme de « dialogue social » gouvernemental. Exactement comme le « Grand Débat/grand blabla » visait à étouffer la colère des Gilets jaunes. Certaines mesures proposées par la convention climat avaient un intérêt dans le contexte de la crise actuelle : la mise en place de chèques alimentaires pour permettre aux plus pauvres d'accéder à des aliments de qualité, ou encore la « réquisition de logements et bureaux vacants » pour loger les sans-abris – car la réquisition est aussi un recyclage ! Évidemment, le gouvernement a biffé ces deux mesures du projet de loi. Aux luttes de les imposer !

» DANS LE MONDE

Élection présidentielle au Portugal : forte poussée de l'extrême droite dans un contexte d'explosion de la pandémie et de crise économique

29 janvier 2021
La campagne tapageuse d'André Ventura, candidat du nouveau parti d'extrême droite *Chega !* (ça suffit !), très relayée dans les médias, a de quoi inquiéter : seul député de sa formation née en 2019, il a surfé sur la crise montante, se présente comme un « antisystème » dans les traces de Trump et a eu le soutien de Marine Le Pen présente au Portugal les 8 et 9 janvier derniers. Le leader de Chega a clairement menacé « l'extrême gauche » dans certains discours, visant par là le Bloc de gauche et le Parti communiste et déclaré qu'il fallait en finir avec les syndicats. Les femmes n'auraient elles aussi qu'à bien se tenir… Un « antisystème » pur fruit du système.

Bons baisers de Russie : la contestation sociale empoisonne Poutine

28 janvier 2021
Depuis son retour le 17 janvier et son arrestation, l'opposant libéral et nationaliste Alexeï Navalny a provoqué, très certainement au-delà de ses propres attentes, une déferlante de mobilisations inédites par leur ampleur et leur extension à plus d'une centaine de villes du pays. Le mouvement présent est loin d'être constitué de rangs disciplinés des propres partisans de Navalny. Il est bien plus large, et probablement plus profond. Et la surprise est venue de la participation de la jeunesse, dont des lycéens, et surtout de la détermination des manifestants bravant la répression.

Qui sommes-nous ? Que voulons-nous ?

CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES
est publiée par la **Fraction L'Étincelle.**

La Fraction L'Étincelle est un groupe trotskyste issu de Lutte ouvrière qui, tout en conservant ses activités et moyens d'expression politique propres, milite aujourd'hui au sein du Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Nous sommes pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire en France et d'une Quatrième internationale dans le monde.

Convergences Révolutionnaires s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux idées de l'extrême gauche. C'est aussi un outil au service de ceux qui entendent avoir une activité révolutionnaire dans les entreprises, les ateliers, les chantiers, les bureaux, les cités et les quartiers comme parmi la jeunesse. Dans la mesure de nos moyens nous relatons, confrontons, analysons les expériences faites au sein du mouvement ouvrier, et discutons comment contester la politique des appareils syndicaux et politiques dont l'orientation vise à la sauvegarde du système capitaliste.

Convergences Révolutionnaires n'entend pas se contenter d'exprimer les points de vue de la Fraction L'Étincelle mais veut être aussi un lieu de discussion et d'échanges fraternels. Nous sommes ouverts à toutes les contributions rédactionnelles, même critiques évidemment.

La Fraction L'Étincelle s'est constituée en 1996 au sein de Lutte ouvrière, à l'issue d'une série de discussions portant d'abord sur l'appréciation de ce qui se passait en URSS au moment de son démantèlement en 1991, puis, en ce qui concerne la France, sur les opportunités d'implantation et d'intervention des révolutionnaires, qu'il s'agit de saisir quels que soient les aléas de la période.

Les premiers numéros de Convergences révolutionnaires, parus entre 1999 à 2001, ont été édités conjointement avec des militants de la tendance Révolution! de la Ligue communiste révolutionnaire, montrant ainsi qu'il était possible de collaborer tout en se considérant comme des fractions d'un même futur parti révolutionnaire. Lorsque que la LCR a lancé un appel afin d'explorer la possibilité de constituer un Nouveau parti anticapitaliste à l'issue de l'élection présidentielle de 2007, nous y avons répondu favorablement et milité, sans succès, pour que Lutte ouvrière fasse le même choix.

La Fraction L'Étincelle a été exclue de Lutte ouvrière en septembre 2008, pour ne pas avoir accepté les alliances passées avec la gauche gouvernementale à l'occasion des élections municipales de mars 2008. Cette exclusion a changé notre situation au sein de l'extrême gauche révolutionnaire. Elle ne change rien aux objectifs que nous poursuivons : la construction d'un parti révolutionnaire prolétarien. Et donc rien à notre volonté de maintenir ou établir des rapports fraternels au sein de cette extrême gauche, y compris avec les camarades de Lutte ouvrière.

Malgré de fortes réserves sur les ambiguïtés du programme fondateur du NPA (nature de la révolution, hésitations sur la nécessité du renversement de l'état bourgeois, entre autres), nous nous sommes proposé d'apporter notre force militante et d'intégrer ses structures, en particulier ses comités de base, locaux ou surtout d'entreprises, mais sans abandonner nos structures et nos activités propres.

C'est l'orientation que nous maintenons depuis le congrès de fondation du NPA en 2009 : en participant aux débats politiques à tous les niveaux, y compris ceux des congrès par nos camarades qui y ont été délégués, ou du Conseil politique national ; en participant aux interventions du NPA, voire en les suscitant, vis-à-vis du monde du travail et de ses luttes. De ces débats comme de ces interventions, et des problèmes qu'ils peuvent soulever, notre revue Convergences révolutionnaires rend compte régulièrement.

Pour nous joindre

Sur Internet, vous pouvez nous adresser un e-mail, mais aussi connaître notre point de vue sur l'actualité, consulter les numéros précédents :
convergencesrevolutionnaires.org

Vous pouvez nous envoyer informations, suggestions, critiques à l'adresse suivante :
Les amis de Convergences
BP 128
75921 PARIS CEDEX 19

Bulletin d'abonnement à

CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

6 numéros .....12 €

Abonnement de soutien ..... 20 €

À partir du n° :.....

Nom :.....

Prénom :.....

Adresse :.....

Chèques à l'ordre de :
"Les amis de Convergences"
Adresser à :
Les amis de Convergences
BP 128
75921 PARIS CEDEX 19

CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

numéros précédents







